

Le Frontalier



Comité de Défense des Travailleurs Frontaliers de la Moselle
Membre de la Coordination des Travailleurs Frontaliers de Lorraine

BRAVO!!!

Un grand merci à vous d'avoir répondu présent !

Votre présence massive, votre fidélité, votre soutien, vos encouragements à nos assemblées générales annuelles depuis 48 ans ont toujours été déterminants dans notre lutte pour le monde frontalier.

Rendez-vous l'année prochaine le 15 novembre 2026 !



Bonne et heureuse année 2026 !



SOMMAIRE

- 2-3** Edito
- 4** Dossier CSG/CRDS/CASA :
Bouger pour faire bouger
- 5** Assemblée Générale
19 novembre 2025
- 6-17** Rapport du président
Arsène Schmitt
- 18-20** Rapport Wolfgang Niederländer
- 20-21** Rapport Hubert Krebs
- 23-25** Le billet fiscal de Caroline
- 27** APPEL À MANIFESTER !

Responsable de la publication:
Arsène Schmitt.
PHOTOS: C.D.T.F.M.

EDITO:

Un grand merci à toutes et à tous pour votre présence à l'Assemblée Générale !

Votre participation est la clé de nos avancées. Grâce à vos idées et votre implication, nous continuons à faire vivre les valeurs qui nous rassemblent et à construire ensemble des projets porteurs d'avenir.

Les décisions prises aujourd'hui nous donnent l'élan nécessaire pour progresser collectivement. Restons mobilisés et solidaires pour relever les défis à venir.

Une mention spéciale à nos aîné.es : votre fidélité et votre présence sont une source d'inspiration pour nous tous. Vous êtes la preuve que notre association repose sur des fondations solides et humaines.

Ensemble, continuons à faire de notre Comité un espace dynamique et fédérateur !

Continuons à bâtir un avenir commun, avec énergie et conviction !

Chronique de la vie ordinaire : Les infos du matin

Chaque matin, je me branche sur les infos comme on ouvre la fenêtre pour respirer... et je me prends une tempête. La météo annonce « des éclaircies », mais mon ciel reste gris : inflation, tensions, catastrophes. Puis vient la rubrique « bonne nouvelle » : un panda a eu un bébé. Je me dis que le monde tient en équilibre entre la crise énergétique et la tendresse d'un panda.

Je termine mon café en me promettant de rester informé... mais pas trop.

Parce qu'entre savoir et survivre, il faut choisir.

Nous sommes nos choix, disait Sartre : cette phrase nous rappelle que notre identité se construit par nos décisions, même dans la tourmente.

À l'ère des algorithmes et des influences sociales, sommes-nous encore pleinement libres de nos choix ?

Nous sommes nos choix. Chaque jour, nous sommes confrontés à des déci-

sions, grandes ou petites. Elles semblent parfois insignifiantes, mais elles dessinent peu à peu la carte de notre vie. Nous ne sommes pas définis par nos intentions, ni par nos rêves, mais par les actes que nous posons.

Qui sommes-nous dans cette période politique chaotique ?

Les débats sur le budget, les discours alarmistes sur la dette et les annonces de « sacrifices nécessaires » créent un climat d'angoisse. On nous présente la suspension de la réforme des retraites comme une victoire historique, un Graal arraché de haute lutte.

Mais soyons lucides :

cette mesure ne change rien à notre quotidien. Elle ne paie pas nos factures, ne remplit pas nos frigos et ne restaure pas notre dignité économique.

Pendant que le brouhaha médiatique occupe l'espace, la réalité est implacable :

les prix explosent – alimentation, énergie, logement –, les salaires stagnent et les inégalités se creusent. Les citoyens ne demandent pas des promesses ou des suspensions temporaires. Ils veulent des solutions concrètes : pouvoir se chauffer sans se ruiner, faire leurs courses sans compter chaque centime, offrir un avenir à leurs enfants sans s'endetter jusqu'au cou.

Ce décalage entre discours politique et attentes populaires nourrit la frustration. On nous donne des miettes, des annonces symboliques, alors que la crise exige des réponses fortes et durables.

Et pourtant, même dans la tempête, il reste des leviers : voter, s'informer, débattre, s'engager. Ces actes nous définissent et sont plus que jamais nécessaires pour peser sur les choix qui façonnent notre avenir.

Nos vœux pour cette fin d'année

Alors que l'année s'achève, nous vous offrons plus qu'un simple message :

une promesse. Celle de continuer à faire vivre ensemble nos idées, nos projets et nos sourires.

Que Noël soit pour vous une parenthèse enchantée, remplie de lumière, de rires et de moments partagés.

Que la nouvelle année soit eine page blanche où écrire vos plus belles réussites, vos rêves les plus audacieux et vos instants de bonheur.

Merci d'être à nos côtés. En 2026, continuons à faire battre le cœur de notre association... ensemble !

Joyeux Noël et eine année pleine d'éclats et d'espoir !

Vielen Dank an alle für die Teilnahme an der Hauptversammlung!

Eure Mitwirkung ist der Schlüssel zu unserem Fortschritt. Dank Eurer Ideen und Eures Engagements können wir weiterhin die Werte, die uns verbinden, leben und gemeinsam zukunftssträchtige Projekte aufbauen.

Die heute getroffenen Entscheidungen geben uns den nötigen Schwung, um gemeinsam voranzukommen. Bleiben wir mobilisiert und solidarisch, um die kommenden Herausforderungen zu meistern.

Ein besonderer Dank gilt unseren Senioren:

Ihre Treue und Ihre Anwesenheit sind eine Quelle der Inspiration für uns alle. Sie sind der Beweis dafür, dass unser Verein auf einem soliden und menschlichen Fundament steht.

Lasst uns gemeinsam unseren Ausschuss weiterhin zu einem dynamischen und verbindenden Ort machen!

Lassen Sie uns mit Energie und Überzeugung weiter an einer gemeinsamen Zukunft bauen!

Chronik des Alltags: Die Nachrichten am Morgen

Jeden Morgen schalte ich die Nachrichten ein, wie man das Fenster öffnet, um frische Luft zu schnappen... und werde von einem Sturm erfasst.

Die Wettervorhersage verspricht „Lichtblicke“, aber mein Himmel bleibt grau: Inflation, Spannungen, Katastrophen.

Dann kommt die Rubrik „Gute Nachrichten“:

Ein Panda hat ein Baby bekommen. Ich denke mir, dass die Welt zwischen der Energiekrise und der Zärtlichkeit eines Pandas im Gleichgewicht steht.

Ich trinke meinen Kaffee aus und verspreche mir, informiert zu bleiben ... aber nicht zu sehr.

Denn zwischen Wissen und Überleben muss man sich entscheiden.

Wir sind unsere Entscheidungen, sagte Sartre:

Dieser Satz erinnert uns daran, dass unsere Identität durch unsere Entscheidungen geprägt wird, selbst in stürmischen Zeiten.

Sind wir im Zeitalter von Algorithmen und sozialen Einflüssen noch völlig frei in unseren Entscheidungen?

Wir sind unsere Entscheidungen. Jeden Tag stehen wir vor großen und kleinen Entscheidungen. Manchmal scheinen sie unbedeutend, aber nach und nach zeichnen sie die Karte unseres Lebens. Wir werden nicht durch unsere Absichten oder Träume definiert, sondern durch unsere Taten.

Wer sind wir in dieser chaotischen politischen Zeit?

Die Debatten über den Haushalt, die alarmierenden Reden über die Verschuldung und die Ankündigungen „notwendiger Opfer“ schaffen ein Klima der Angst. Die Aussetzung der Rentenreform wird uns als historischer Sieg präsentiert, als ein hart erkämpfter Heiliger Gral.

Aber seien wir ehrlich:

Diese Maßnahme ändert nichts an unserem Alltag. Sie bezahlt weder unsere Rechnungen, noch füllt sie unsere Kühlschränke und stellt auch nicht unsere wirtschaftliche Würde wieder her.

Während der Medienrummel die Öffentlichkeit beschäftigt, ist die Realität unbeteiligt:

Die Preise explodieren – Lebensmittel, Energie, Wohnen –, die Löhne stagnieren und die Ungleichheiten nehmen zu.

Die Bürger wollen keine Versprechungen oder vorübergehenden Aussetzungen.

Sie wollen konkrete Lösungen:

Heizen zu können, ohne sich zu ruinieren, einkaufen gehen, ohne jeden Cent umdrehen zu müssen, ihren Kindern eine Zukunft bieten, ohne sich bis zum Hals zu verschulden.

Diese Diskrepanz zwischen politischer Rhetorik und den Erwartungen der Bevölkerung schürt Frustration. Man gibt uns Krümel, symbolische Ankündigungen, während die Krise starke und nachhaltige Antworten erfordert.

Und doch gibt es selbst inmitten des Sturms noch Hebel:

Wählen, sich informieren, diskutieren, sich engagieren. Diese Handlungen definieren uns und sind mehr denn je notwendig, um Einfluss auf die Entscheidungen zu nehmen, die unsere Zukunft gestalten.

Unsere Wünsche zum Jahresende

Zum Jahresende möchten wir Euch mehr als nur eine einfache Botschaft übermitteln:

Ein Versprechen! Das Versprechen, unsere Ideen, unsere Projekte und unser Lächeln weiterhin gemeinsam zum Leben zu erwecken.

Möge Weihnachten für Euch eine zauberhafte Auszeit sein, voller Licht, Lachen und gemeinsamen Momenten.

Möge das neue Jahr ein unbeschriebenes Blatt sein, auf das Ihr Eure schönsten Erfolge, Ihre mutigsten Träume und Ihre glücklichsten Momente schreiben können.

Vielen Dank, dass Ihr uns begleitet. Lasst uns auch 2026 gemeinsam das Herz unseres Vereins höher schlagen lassen!

Frohe Weihnachten und ein Jahr voller Glanz und Hoffnung!



Dossier CSG/CRDS/CASA : Bouger pour faire bouger

Avec le Comité de Défense des Travailleurs Frontaliers du Haut-Rhin, nous luttons pour l'abrogation de la CSG/CRDS/CASA. Ce Comité, avec son président Jean-Luc Joanneck, est le fer de lance dans cette bataille.

Il nous a fait part de son mot:

À présent, il faudra « coûte que coûte » s'unir massivement et agir en masse pour faire bouger les choses !

« Le changement c'est maintenant ou jamais ! »

Comme nous l'avions déjà annoncé, nous ne pouvons plus nous contenter uniquement des voies de justice qui nous ont permis, après onze ans de procédures, de découvrir de multiples arguments et contradictions qui étayaient nos convictions et nous permettent de rassembler diverses questions qui doivent être posées aux juges de la CJUE de Luxembourg.

La Commission européenne nous a souvent opposé son pouvoir discrétionnaire absolu de décider si elle veut poser des questions ou non. C'est une forme de refus abusif et arbitraire de notre droit à la défense.

Dans ses réponses, cette dernière nous avait même expliqué qu'il n'y avait pas lieu de poser nos questions puisque leurs conclusions étaient exactes.

Or, en 2024 et 2025, le Conseil d'État et la Cour d'appel de Lyon sont revenus sur leurs « vérités » et interprétations antérieures en avouant qu'ils s'étaient trompés.

Une erreur d'interprétation qui aura permis à des milliers de poly-pensionnés de pouvoir exiger des remboursements importants pour certains et de verser des montants minorés de CSG/CRDS/CASA en raison d'un calcul plafonné équivalant au total des rentes de vieillesse versées par la France.

Si comme ils le prétendent, ils ont le droit de prélever ces contributions sociales sur les pensions provenant de l'étranger, ils n'auraient pas dû les rembourser si les juges et la Commission de Bruxelles avaient posé nos questions la CJUE.

La France est multirécidiviste en matière d'erreurs concernant les CSG/CRDS/CASA.

À maintes reprises, les juges de Bruxelles ont signifié à La France qu'elle n'était pas en conformité avec la législation sur la libre circulation des travailleurs au sein de l'UE.

Nous avons donc deux arguments supplémentaires qui nous permettent d'exiger que l'on soumette nos questions à l'avis des juges de la CJUE.

Alors comment tenter de franchir ce barrage qui est dressé ?

Nous allons utiliser les outils de communication existants : Facebook et Tweeter en diffusant des textes explicatifs et des vidéos.

Nous ne nous limiterons plus à notre département, ni même la France. Nous allons communiquer médiatiquement et politiquement dans les États qui emploient des frontaliers.

Nous passerons par les voies politiques et médiatiques pour faire entendre les voix du public concerné dont on sollicitera bientôt les voix.

Et c'est là qu'il faudra nous suivre en masse. Puisqu'on refuse de répondre aux CDTF, il faudra que vous soyez notre amplificateur de son pour les contraindre à entendre vos voix quand vous leur aurez expliqué que les CDTF sont vos porte-paroles.

Nous allons déposer plusieurs plaintes auprès de la Commission des pétitions du Parlement européen pour diverses infractions au droit de l'UE aux dépens des citoyens.

Chaque plainte détaillera un sujet et une question précise à poser aux juges de la CJUE via la Commission des pétitions siègent une trentaine de députés européens de différents États.

Nos plaintes seront recevables ! Mais pour prouver qu'un large public dénonce ces infractions et soutient nos plaintes, il faudra que des dizaines de milliers de personnes concernées appuient ces plaintes. C'est très rapide et très facile, nous vous donnerons les explications le moment venu.

Ce n'est plus un secret pour personne, tous ceux qui résident en France et qui disposent d'un peu de revenus vont en-

core plus passer à la caisse à l'avenir. Et le CDTF ne pourra rien y changer si c'est légal.

Ces trente dernières années, nous nous sommes contentés d'obtenir que les droits des frontaliers instaurés par les dirigeants successifs soient respectés. À présent c'est pareil, nous exigeons que le droit, quel qu'il soit, soit prononcé par Bruxelles. Rien de plus, mais rien de moins !

Si vous souhaitez que nous continuions à vous aider, il faudra le démontrer en nous aidant activement à vous protéger.

On ne cesse de nous répéter que les retraités n'y croient plus ou qu'ils sont trop âgés pour nous suivre et ceux qui ne sont pas retraités ne se sentent pas concernés.

Nous pouvons admettre que le grand âge de certains limite leur action, mais ils ont des enfants qui peuvent prendre le relais puisqu'ils sont aussi concernés par les revenus de leurs parents.

Aux frontaliers en activité qui ne se sentent pas concernés par ce sujet, nous répondrons que s'ils ne se défendent pas pour ce sujet, ils démontreront à leurs futurs dirigeants que ceux-ci pourront sans grande opposition et sans gêne continuer à gruger l'ensemble des frontaliers.



Assemblée Générale 2025

**Mot de bienvenue par Patrick Griesbach, vice-président.
Président de séance de l'assemblée, François Hiegel.**

Mesdames, Messieurs, Monsieur le maire, chers amis, chers camarades

Je suis très heureux de vous souhaiter une cordiale bienvenue à vous tous, et vous remercie d'être venus aussi nombreux au rendez-vous annuel des travailleurs frontaliers. Oui, notre 47e AG.

Je remercie tous nos invités qui nous font l'honneur de participer à nos travaux.

- Philippe Manenti, président du Comité de Défense et d'Initiatives des frontaliers occupés au Luxembourg accompagné d'une forte délégation d'Audun le Tiche;
- Marc ZINGRAFF, maire de Sarreguemines
- Régine JANES et Barbara KOEHLER du service information de l'Arbeitskammer
- Thomas SCHULZ – qui représente Timo Ahr, président adjoint du DGB Saar/Palatina
- Ralph Blindauer - avocat
- Siegfried ENGEL – représentant l'AOK
- Bara ABDERRAHIM – représente l'Union départementale CGT
- Bernadette HILPERT – secrétaire du collectif des Unions locales CGT
- Céline LAFORSCH et Ulrich EGBERT de la Task Force Frontaliers de l'Arbeitskammer
- Richard CAUDY – secrétaire des mineurs CGT
- Matthieu RISSE – secrétaire départemental FO et Kevin JUNG, secrétaire adjoint de l'Union locale FO

- Markus ANDLER – IG Metall Völklingen
- Cédric MOLTINI qui représente Markus Thal, président du CE de Ford.
- Guido LESCH ancien vice-président de la IG Metall Völklingen
- Hans-Joachim JORDAN, président du CE Michelin
- Salvatore VIKARI – président adjoint IG Metall Homburg
- Maité SPOHR – directrice de la MOSA
- Jürgen BECKER et Thierry HOMBERT, directeurs des antennes France Travail de Forbach et St-Avold
- Michael SPERLICH – président de la Co-ordination des chômeurs sarrois ;
- Jean-Luc HILPERT, président départemental du Secours Populaire Français
- Céleste LETT – député honoraire et maire honoraire de Sarreguemines
- Elisabeth WALTER et Jean-Marie Rambeau, représentant l'ADEVAT (Association de Défense des Victimes d'Accident du Travail, de l'Amiante et de Maladies Professionnelles).

J'espère que je n'ai oublié personne.

Sont excusés :

- Pascal Thil des Eures
 - Timo Ahr, président adjoint du DGB Saar/Palatina
 - Julien Dauer, Frontaliers Grand Est
 - M. KLEINHENTZ – maire de Farébersviller
 - M. KIEFFER – maire de Bitch
- Avant de donner la parole à Arsène,

je vous prie maintenant de vous lever et d'observer une minute de silence pour tous les camarades qui nous ont quittés.



Patrick Griesbach, vice-président

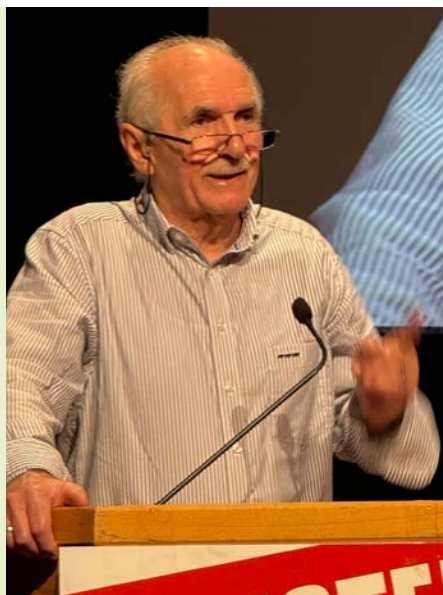


Président de séance, François Hiegel



**Renforcez notre activité,
Faîtes adhérer vos
camarades de travail!
Soyez nos porte-paroles!**

Rapport du président Arsène Schmitt



Mesdames, Messieurs, Monsieur le maire, chers amis, chers camarades,

C'est avec une grande joie que je vous salue tous chaleureusement et vous remercie de tout cœur d'être venus aussi massivement au grand rendez-vous annuel des travailleurs frontaliers, qu'est l'Assemblée générale.

Je suis toujours très impressionné par votre nombreuse présence à nos AG. Vous venez en nombre pour exprimer un message de solidarité, de l'intérêt que vous portez à votre organisation qui ne cesse de se battre depuis 48 ans contre toutes les discriminations qui frappent le monde frontalier et contre toutes remises en cause de nos conquêtes sociales.

Je voudrais que vous sachiez que pour moi le moment présent, animé par ma longue vie de militant est un merveilleux moment.

Oui ma vie de militant a commencé quand je suis entré en apprentissage comme compositeur typographe à 14 ans à l'imprimerie Pierron et adhéré à la Fédération Française des Travailleurs du Livre, premier syndicat de France créé en 1880. Devenant délégué des apprentis imprimeurs, j'ai été confronté à la lutte pour la justice sociale. Et ces valeurs de solidarité, de lutte m'ont été inculquées par les anciens et mon père syndicaliste. Ils répétaient toujours que « **rien nous a été donné, rien n'est tombé du ciel, mais que tous nos acquis, nos droits ont été**

arrachés par la lutte de classe au prix parfois du sang des ouvriers. » Et du haut de mes 77 ans, je ne cesserai de clamer ce que les anciens m'ont inculqué.

C'est toujours important de rappeler l'histoire de la classe ouvrière. Et notre organisation a été créée et construit en 1977 sur ces valeurs. **Nous étions 5 à l'époque avec notre regretté Marcel Hantz, le président fondateur, et avions gravé dans le marbre ces valeurs, que notre lutte contre toutes les discriminations qui frappent les travailleurs frontaliers va de pair avec notre lutte contre toutes remises en causes de nos conquêtes sociales, quel que soit le gouvernement en place. Oui, et 48 ans après, nous n'avons pas viré notre cuti, et n'acceptons pas la destruction de nos acquis sociaux qui ne cessent d'être broyés au nom de cette UE de malheur qui ne génèrent que misère et guerre.**

Je me félicite que notre philosophie, nos valeurs sont partagées par le Comité de Défense et d'Initiatives des Frontaliers occupés au Luxembourg, dont le président est mon camarade Philippe Manenti ici à la tribune. Oui, nous sommes les seules organisations ouvrières en Lorraine qui avons le courage de dénoncer cette Europe du capital et de dire qu'il faut en sortir et rompre avec tous ses traités destructeurs.

L'Assemblée générale est un rendez-vous majeur dans la vie de notre organisation. Nous disons aujourd'hui avec force :

Non aux discriminations qui frappent les travailleurs et retraités frontaliers ! Non au travail jusqu'au tombeau, dicté par Bruxelles ! Non à la casse sociale ! Non à la guerre !

Chers Amis, le panneau sur le pupitre signale : « Résister, c'est dire défendre inlassablement le vrai et le juste. » C'est le même que l'année dernière, qui est malheureusement, toujours d'actualité.

Oui résister c'est dire inlassablement le vrai et le juste. La situation sociale ne cesse de s'empirer à tous les niveaux et nous sommes au bord d'une 3^e guerre mondiale.

Ces tragédies en Ukraine au Moyen-Orient provoquées par les USA avec leurs complices de l'UE, doivent s'arrêter.

La guerre dans le monde entier va de pair avec la guerre sociale contre les travailleurs et leurs acquis. Karl Libknecht, homme politique socialiste et communiste assassiné en 1919 par les militaires sous les ordres de Noske, dirigeant du SPD, a dit : « l'ennemi est dans notre propre pays. »

La révolte gronde partout. La pauvreté explose et fait des ravages dans les familles. D'année en année, les permanences du Secours Populaire Français, des restos du cœur, sont prises d'assaut et n'arrivent plus à satisfaire les demandes des gens qui plongent dans la misère... **Oui, l'Europe vous protège !!!**

Chers amis, le 10 décembre 1977, les travailleurs frontaliers se sont donné les moyens de se défendre, de prendre en main leurs problèmes. Oui, nous étions 5 militants ouvriers au départ et aujourd'hui nous sommes 13.000 membres, ce qui signifie que du bon boulot a été fait. Et d'année en année le Comité de Direction a été conforté dans les orientations prises en 1977 et a toujours été encouragé par l'Assemblée Générale Annuelle d'œuvrer dans cette voie, à savoir :

1. Rassembler les travailleurs frontaliers dans une organisation spécifique afin qu'ils ne soient pas une masse anonyme et inorganisée ;
2. Informer les travailleurs frontaliers sur leurs droits ;
3. Défendre leurs intérêts et agir auprès des autorités nationales, internationales pour faire aboutir leurs légitimes revendications ;
4. Faire corps avec le monde du travail et manifester notre solidarité avec les syndicats allemands et français, et s'engager avec toutes les forces progressistes qui luttent concrètement pour la justice sociale, la liberté, la Paix et contre le Racisme.

Il faut toujours rappeler les grandes revendications satisfaites.

- Réintégration dans le régime local de la sécurité sociale en 1982 ;
- Indemnisation du chômage en fonction du salaire réel depuis 1987 ;
- Prise en charge immédiate par la sécurité sociale des chômeurs sans attendre la notification de l'Assedic ;
- Extension de la zone frontalière en 1990 qui comprend maintenant les 3 départements, Bas-Rhin, Haut-Rhin et la Moselle ;

- Droit à la carte vitale ;
- Amélioration de la situation fiscale pour les travailleurs frontaliers, hors zone, imposés en Allemagne depuis 1996 ;
- La retraite complémentaire n'est plus minorée de 22% depuis janvier 2000
- Prise en compte de la pension d'invalidité française pour le calcul de la retraite française ;
- Versement des indemnités journalières de maladie aux chômeurs par la CPAM en cas d'épuisement du versement de celles-ci par la Caisse allemande ;
- Réintégration des frontaliers retraités en janvier 2002 dans le régime local de la Sécurité Sociale. Ils ont été éjectés en 1998.
- Affiliation gratuite à l'assurance vieillesse du conjoint qui n'exerçant pas d'activité professionnelle.
- Versement des indemnités de maladie par les caisses allemandes aux actifs frontaliers qui touchent en même temps la retraite française. Un combat de huit ans devant les tribunaux ;
- Prise en charge par l'Arbeitsamt, des travailleurs frontaliers en arrêt maladie et toujours sous contrat de travail, après épuisement du versement des 18 mois d'indemnités journalières de maladie ;
- Abrogation de l'imposition des retraites allemandes en Allemagne en 2015 ;
- Concernant le télétravail, après de multiples interventions et la coopération de la TASK FORCE, il y a eu une extension du travail à domicile à 50% en maintenant la législation sociale applicable du pays d'emploi ;
- La grande victoire en 2000 sur la CSG et la CRDS fait date dans les annales du Comité. Oui, cet immense succès, a été arraché après 10 années de lutte auprès des autorités nationales et la Commission européenne. Cette victoire représente + 8% sur le salaire brut mensuel. Grâce à notre combat avec l'appui de la CGT et notre avocat Ralph Blindauer. Oui, Ralph avait fait un mémoire magistral sur

le dossier qui a fait massue auprès des autorités européennes. Oui sans cette grande bataille, les travailleurs frontaliers se feraient plumer par le fisc depuis 1992. Il faut toujours rappeler ces grands acquis à ceux qui disent : « je n'ai pas encore eu besoin des services du Comité des Frontaliers. »

- Notre bataille de 2 ans pour l'extension du régime local aux enfants étudiants ayant droit jusqu'à leur 24e anniversaire a enfin abouti.

- Le dernier grand succès est bien entendu la fin de la double imposition des allocations de chômage partiel, de maladie, d'insolvabilité et l'allocation parentale. Ceci après une lutte de 7 ans.

Sur ce dossier l'État allemand nous est redevable de la somme de 124.000 euros. Oui c'est le montant des frais de justice engagés sur 1.200 dossiers qui n'auraient pas eu lieu d'être si l'Allemagne avait respecté la convention fiscale franco-allemande qu'elle avait signée le 15 mars 2015. Oui une honte ! Un scandale ! D'après nos calculs, notre organisation a récupéré la somme de 1.200.000 euros pour nos membres qui avaient déposé un dossier chez nous.

Vous conviendrez, chers amis, que ces grandes revendications n'ont pas été satisfaites par un simple coup de baguette magique.

Sans le Comité de Défense, sans la solidarité de ses membres qui au fil des années lui ont donné sa force, le contentieux frontalier n'aurait pas bougé d'un pouce. **Oui, rien ne nous a été donné ! Rien n'est tombé du ciel.**

Je tiens aussi ce matin à remercier mes camarades du Comité de direction, notre personnel pour leur engagement et les délégués qui tiennent les permanences tout le long de la frontière de Bitche à Bouzonville. Hubert, notre vice-président, nous en fera un petit rapport tout à l'heure.

Nous remercions aussi ce matin, tous les responsables des institutions : AOK, Arbeitskammer, CPAM, Caisses de retraite, France travail, Caisses d'allocations familiales, pour leur aide dans les dossiers litigieux. Ainsi que la Task Force Frontalier qui fait un formidable travail juridique sur la problématique transfrontalière et toujours en phase avec le CDTFM. Sans oublier bien sûr nos avocats, Eric Schulien, Ralph Blindauer, Marion Descamps et Julien Schaefer.

Chers amis, il nous reste encore du pain sur la planche. De nombreux problèmes restent encore en suspens qui sont les suivants :

Le problème des cures en France n'est toujours pas réglé. Les Caisses allemandes refusent de payer l'avance sur salaire si la cure est faite en France.

Prime de rentrée scolaire. Nous demandons qu'elle soit versée au mois d'août et non au mois d'octobre voire janvier pour certains.

L'allocation différentielle. Nous revendiquons qu'elle soit versée mensuellement et non tous les trimestres. Selon nous les moyens techniques permettent le versement mensuel.

L'Allocation enfant handicapé ne doit pas être prise en compte dans l'allocation différentielle.

Patrick, notre vice-président, responsable de notre commission des prestations familiales, domaine très complexe, n'arrête pas de harceler les autorités sur cette problématique. Oui à la CAF, Patrick est nommé le loup blanc. Expression tout à son honneur. Un rdv était prévu au ministère, mais en dernière minute a été annulé suite au changement du 1^{er} ministre. Un nouveau rdv est en cours.

Pflegeversicherung. Nous ne cessons de relancer le dossier, à ce sujet l'égalité de traitement n'est pas respectée. A cotisations identiques, prestations identiques.



La discrimination fiscale à l'égard des salariés intérimaires « frontaliers » n'est toujours pas réglée. Ils doivent aussi bénéficier du statut fiscal : imposition au pays de résidence. Ils sont lourdement imposés en Allemagne et ne récupèrent l'impôt versé à tort que l'année suivante après avoir apporté la preuve qu'ils étaient en zone frontalière toute l'année. Nous avons eu une rencontre avec Timo Ahr, président du DGB Sarre et député au Landtag avec Markus Andler, secrétaire de la IG Metall Völklingen. Ils défendent le dossier auprès de Bettina Altesleben secrétaire d'État au ministère du travail sarrois et au ministère des finances

Le dossier CSG-CRDS sur les retraites allemandes

Après la fin de l'imposition des retraites en Allemagne, l'administration fiscale française nous applique la CSG-CRDS sur la retraite allemande depuis 2016.

Nous considérons cette imposition comme illégale et porte atteinte aux Règlements communautaires, nous luttons pour son abrogation.

Ainsi, après avoir financé les branches du régime allemand de sécurité sociale et assuré leur équilibre durant notre vie active, les frontaliers retraités devront en outre combler, à l'instar des travailleurs qui sont restés sédentaires et ont travaillé toute leur carrière durant des régimes français, le déficit de ces régimes, causé par l'incurie de nos gouvernants.

S'agissant de la part de l'assurance dite de maladie, s'il est vrai et juste que les retraités bénéficient des prestations liées à la maladie, ils n'ont jamais bénéficié, ni contribué au déficit de l'ensemble des prestations qui sont couvertes par l'assurance maladie.

Les régimes obligatoires de base de Sécurité sociale sont composés par plusieurs branches et la CSG/CRDS cofinance ces divers organismes :

Maladie - vieillesse, - famille – maladie professionnelle.

Les frontaliers retraités n'étant bénéficiaires et n'ayant droit qu'à la seule et unique branche maladie française, il est inconcevable et illégal que ceux-ci puissent accepter au nom d'un principe de prétendue solidarité d'être victime d'une iniquité flagrante de traitement et financer la caisse de vieillesse, la famille, accident de travail.

Nous avons perdu devant toutes les instances juridiques jusqu'au Conseil d'État qui a refusé de poser la question préjudicielle à la Cour de Justice européenne.

Il y avait eu une avancée sur ce dossier, c'est l'arrêt du Conseil d'État du 24 juillet 2019, il a été jugé que lorsque le montant des pensions reçues de France par les poly-pensionnés est inférieur à celui des prélèvements au titre de la CSG, CRDS et de la CASA, celles-ci sont plafonnées au montant de la retraite française. Cet arrêt a été cassé par le Conseil d'État en septembre 2024. Ce qui prouve bien qu'il y a de nombreuses incohérences dans ce dossier et que nous demandons que la Cour de Justice européenne se prononce. Le Conseil d'État refuse de poser la question à cette Cour de Justice. Leur refus prouve que notre analyse est positive, car le Conseil d'État craint que nous obtenions gain de cause. La lutte continue avec le Comité de Défense des Travailleurs Frontaliers du Haut-Rhin qui est le fer de lance dans cette bataille, avec l'avocat Maître Schaefer et une avocate de Lyon. Et croyez-moi on arrivera à cette Cour de Justice européenne.

Une réforme du versement des allocations de chômage est envisagée

Comme nous le craignons, ce dossier est de nouveau sur la table. En 2018 la Com-

mission européenne a fait une proposition de modifier la réglementation relative au paiement des allocations de chômage aux anciens travailleurs frontaliers ; que le dernier pays d'activité serait compétent pour le versement des allocations de chômage. Ceci, selon la Commission, pour éliminer les problèmes de rétrocession des allocations de chômage entre les États membres. C'est quand même extraordinaire, les États ne seraient-ils pas en mesure de se mettre d'accord sur la compensation financière qui est actuellement de 3 à 5 mois selon les pays ?

A l'époque, nous avons mené de multiples actions et démarches auprès de la Commission européenne, ministres du travail français, allemand et luxembourgeois, Parlement européen leur signalant que cette mesure entraînerait de graves difficultés aux anciens travailleurs frontaliers en chômage.

Finalement, en 2019, le projet de changer la réglementation européenne n'a pas abouti au niveau des instances européennes.

Nous étions très satisfaits de cette nouvelle, mais nous avons souligné à l'époque qu'il fallait être vigilant car la France étant à l'instigatrice du changement de système reviendrait à la charge.

Nous considérons que le système actuel fonctionne bien. **Il faut que les États s'arrangent entre eux au sujet de la compensation financière. Ce n'est pas aux travailleurs frontaliers de subir les conséquences négatives d'une éventuelle réforme.**

Il faut rappeler que lors de la rédaction du Règlement (CE) 1408/71, il avait été acté, avec raison, que le pays de résidence est compétent pour le versement des allocations de chômage, **parce que le centre d'intérêt de ce travailleur est le pays de résidence.**



Quoi qu'en pense aujourd'hui la Commission européenne, le pays de résidence est toujours le centre d'intérêt du travailleur frontalier.

Pour des raisons purement économiques, selon nous, totalement infondées, cette dépendance de l'agence pour l'emploi du pays de résidence est aujourd'hui remise en cause.

En effet, il est toujours mis en avant que la France verse 800 millions d'euros par an à ses frontaliers sans emploi ayant travaillé précédemment au Luxembourg, en Belgique, en Allemagne et en Suisse. Ce raisonnement ne tient pas compte de la réalité. Il faut savoir que le travail frontalier est la première entreprise à l'exportation qui ramène grosso modo 7 milliards d'euros de « devises » à la France et fait vivre les zones frontalières. Imaginons le coût pour la France si France Travail devait prendre en charge les 250.000 travailleurs frontaliers. Donc les 800 millions d'euros tant mis en lumière ne pèsent pas lourd dans la balance. Nous savons que le MEDEF est à l'initiative pour ce changement de paradigme. Il faut savoir que l'accroissement du phénomène frontalier est la résultante de la casse de nos industries de base en Lorraine, sacrifiées sur l'autel de l'Europe (plan Davignon), casse organisée par le grand patronat appuyé par les gouvernements successifs. Des milliers et des milliers de travailleurs lorrains ont dû s'expatrier pour vivre et faire vivre leur famille. A l'époque, ni le CNPF, ni les gouvernements ne se sont souciés sur le devenir de ces milliers de travailleurs lorrains. Et maintenant les travailleurs frontaliers coûteraient trop chers !!! Une honte!

Les effets négatifs qu'auraient la gestion des allocations de chômage des ex-travailleurs frontaliers par le dernier pays d'emploi sont les suivantes :

- Les longs déplacements : pour un certain nombre de demandeurs d'emploi. Pour l'Allemagne, par ex., Kaiserslautern distant de 300 km aller-retour, pourrait devenir le centre compétent pour l'inscription à l'Agentur für Arbeit.
- En cas de litige avec l'institution, il faut saisir les tribunaux allemands entraînant des coûts importants ;
- Formations et reconversions professionnelles quasiment impossibles en Allemagne du fait de la barrière de la langue ;
- Les travailleurs âgés, en fin de carrière ont toutes les chances de se retrouver dans la misère après épuisement, par exemple, des allocations allemandes et luxembourgeoises ;

Exemple d'un cas qui résulterait de l'application du droit allemand

Une personne de 61 ans serait indemnisée par les services allemands pour l'emploi, pour une durée pouvant aller jusqu'à 24 mois.

Si elle est toujours sans travail à son 63^{ème} anniversaire, elle pourra éventuellement prétendre à sa retraite française. Le montant de celle-ci serait de quelques euros si la période travaillée en France était courte. Donc cet ex-travailleur frontalier plongera dans la misère, car il sera sans ressources durant 3-4 ans jusqu'à l'obtention de sa retraite allemande à 66 voire 67 ans. Quand on dit ça, yeux dans les yeux, au responsable de la Commission européenne, il baisse la tête. C'est inadmissible.

Si ces personnes sont en revanche indemnisées par la France, elles peuvent prétendre au maintien de leurs indemnités de chômage jusqu'à l'obtention de la retraite allemande.

Ce changement de système provoquerait un grave risque de paupérisation de toute une catégorie de personnes (et de leur famille) ayant fait usage de leur liberté de circulation au sein de l'union pour travailler et qui, malgré une carrière longue, seraient sans ressources pendant plusieurs années. C'est intolérable.

Nous faisons le forcing et plaçons le dossier à tous les niveaux : rencontre avec des parlementaires européens, avec la rapporteure du dossier au PE, multiples interventions auprès des ministres du travail français, allemand, luxembourgeois, ministre des Affaires étrangères.

Nous userons de tous les moyens juridiques pour nous opposer à ce changement de système. Ralph Blindauer travaille déjà sur le dossier. Il est convaincu qu'il y a violation des dispositions communautaires. Affaire à suivre. Nous ne lâcherons rien.

Non reconnaissance des taux d'invalidité

Et toujours cette injustice concernant la non-reconnaissance des taux d'invalidité entre la France et l'Allemagne.

Nous avons de nouveau lancé une grande opération de sensibilisation auprès des ministères allemands, français, Commission européenne, auprès des parlementaires afin qu'une fois pour toute cette situation dramatique pour les travailleurs concernés et leur famille, soit réglée.



Philippe Manenti, Comité Audun le Tiche



Mattieu Risse, FO



Jean-Luc Hilpert, SPF

C'est un scandale de voir qu'aujourd'hui des travailleurs frontaliers, reconnus invalides par la France et non par l'Allemagne, qui se retrouvent dans la misère.

Ils perçoivent, en effet, seulement une pension d'invalidité française uniquement calculée en fonction des années travaillées en France. Si cette période s'avère courte, 5 ou 10 ans, il devient impossible à la famille concernée de subvenir à ses besoins. Il y a des ex-travailleurs frontaliers qui n'ont comme seule ressource que leur pension d'invalidité française d'une centaine d'euros par mois.

Il est quand même scandaleux de constater que lorsque d'éminents professeurs français affirment que le travailleur frontalier n'est plus capable d'exercer une quelconque activité professionnelle, que dans la foulée, leurs homologues allemands prétendent le contraire. Les conclusions des rapports des médecins conseil allemands sont consternantes, et stipulent: *« la personne n'a plus le droit de travailler à des machines, elle n'a plus le droit de faire un travail stressant, elle n'a plus le droit de monter les échelles, elle n'a plus le droit de monter les échafaudages, elle n'a plus le droit de se courber, elle n'a plus le droit de porter de charges lourdes, plus le droit de travailler dans la poussière, le bruit, plus le droit de faire du travail posté, mais la personne peut encore exercer un travail léger comme, par exemple, portier ou caissier à une station d'essence »*. Ces commentaires sont d'une indécence sans pareille qui bafouent la dignité humaine.

C'est une honte de voir des travailleurs frontaliers ayant trimé pendant 35 ans, se retrouver handicapés et malades avec une pension française de 100 euros.

C'est un problème politique et nous demandons qu'un accord bilatéral soit conclu entre la France et l'Allemagne, qui stipulerait que si des médecins d'un État reconnaissent invalide un travailleur que celui-ci soit reconnu invalide, sans tergiversations, par l'autre État. Mais il n'y a aucune volonté politique entre la France et l'Allemagne de régler ce problème.

Imaginez un travailleur qui a fait usage de la mobilité (toujours tellement mis en avant par nos gouvernants, nos bureaucrates), qui a travaillé au Luxembourg, en Allemagne, en France, en Suisse en Italie qui tombe malade, se trouve dans l'incapacité de travailler. Devrait-il répondre à tous les critères de chacun de

ces pays où il a travaillé pour toucher sa pension d'invalidité ? Ce serait le parcours du combattant. Non ! Si un État le met en invalidité les autres devraient automatiquement suivre.

Nous ne devrions pas entendre ce type de commentaire prononcé par un médecin conseil allemand, lors d'un séminaire à Kinkel qui nous a dit textuellement : *« So lange wie de Greifbarkeit noch funktioniert kann man immer noch arbeiten »* (tant que la fonctionnalité d'un membre marche on peut toujours encore effectuer un certain travail)

Il est inadmissible que dans une démocratie l'épreuve de l'exclusion sociale s'ajoute à l'épreuve de la maladie. C'est une honte !

Sur ce dossier, nous sommes aussi soutenus par Timo Ahr, président du DGB Sarre et Markus Andler de la IG Metall Völklingen qui plaident cette revendication auprès des autorités allemandes.

Chers Amis, les travailleurs frontaliers font partie intégrante du monde du travail. Nous vivons les mêmes préoccupations d'emploi, de conditions de travail, de précarité, de flexibilité comme nos camarades allemands. Nous avons toujours appelé les travailleurs frontaliers à se syndiquer sur le lieu de travail et ainsi s'engager pour défendre leurs intérêts de travailleurs, défendre leurs droits et acquis constamment attaqués.

Oui, notre lutte pour la satisfaction de nos problèmes spécifiques frontaliers est indissociable avec notre lutte contre toute remise de nos acquis sociaux.

Comme je viens de le dire, et je le répète, nous avons de grandes victoires à notre palmarès depuis 48 ans de combat et que ces grandes revendications n'ont pas été satisfaites par un simple coup de baguette magique. Mais seulement par l'engagement et la lutte sans relâche de notre organisation.

Sans la solidarité de nos membres qui au fil des années ont donné force et crédibilité au CDTFM, le contentieux frontalier n'aurait pas bougé d'un pouce. **Oui, rien ne nous a été donné ! Rien n'est tombé du ciel.**

Et il en est ainsi, chers Amis, de toutes nos conquêtes ouvrières que la lutte de la classe ouvrière a mis plus de 150 ans à conquérir et qui aujourd'hui sont attaqués voire détruits.

Oui, nous vivons un recul de civilisation dans cette UE capitaliste de malheur qui ne génère que misère et guerre.

Chers Amis, je ne cesserai de le clamer, cette UE a été créée par et pour les capitalistes. Comme l'a dit si bien un syndicaliste grec : l'UE c'est l'union des loups capitalistes. **Oui le grand patronat et les gouvernements à leurs bottes, n'ont jamais digéré ce que le mouvement ouvrier leur a arraché.**

Et les traités dictatoriaux de Rome à Maastricht dont le cœur est la « concurrence libre et non faussée », leur permettent de prendre leur revanche en mettant en concurrence les travailleurs et les peuples, au nom de la compétitivité, et démolir ainsi toutes nos acquis sociaux :

La sécu, l'assurance chômage, les services publics, les statuts, les conventions collectives sans oublier les scandaleuses délocalisations qui sont encouragées par la commission européenne qui dit « il ne faut surtout pas les freiner, c'est le progrès économique. » Les milliers de travailleurs de Ford, Michelin, ZF, Tadano, Schaeffler, jetés comme des malpropres apprécient actuellement leur fameux progrès économique.

Et la retraite... Oui nous faire travailler jusqu'au tombeau. Oui, l'Europe vous protège !

La réforme prévue en France est suspendue, plutôt décalée de 2 années pour mieux la rétablir sur injonction de la Commission européenne.

Le Danemark devient le premier pays de l'Union européenne à franchir le cap : la retraite à 70 ans pour les actifs nés après le 31 décembre 1970. ! La brèche est ouverte ! Un scandale ! Et cette mesure de la honte est applaudie par le kéké de l'Elysée qui aime citer l'exemple du gouvernement danois de porter la retraite à 70 ans pour financer l'effort de guerre. Mais il va jusqu'ou ce délire de ceux qui n'ont jamais mis les pieds dans une usine. Lecornu II, le va-t-en guerre, a fait son premier déplacement en tant que premier ministre dans un commissariat. Non M. le 1^{er} ministre ! Il faut aller sur les chantiers, monter les échelles et les échafaudages, sur les toits avec les couvreurs, aller dans un hôpital soullever les malades ... Et vous emmènerez avec vous votre collègue Larcher, le président du Sénat, qui est aussi un fervent militant du recul de l'âge de la retraite.

Halberg-St Gobain - Halberg Guss
 Ford - ZF - Michelin - Tadano !
Ça ne peut plus durer !
Un seul mot d'ordre :
À BAS LE CAPITALISME
et son valet l'UE !
 Es kann nicht mehr so weiter gehen !
Ein schlagwort :
WEG MIT DEM KAPITALISMUS
 seinem Knecht, der EU !



NON
 CETTE EUROPE-LÀ
 EST LA MACHINE
 DE GUERRE CONTRE
 NOS CONQUÊTES
 SOCIALES

« FAITES PAYER
 LES PAUVRES,
 ILS SONT
 TELLEMENT
 PLUS NOMBREUX »



A BAS
 LE SYSTEME
 CAPITALISTE ET
 SON INSTRUMENT
 L'UNION
 EUROPEENNE
 QUI DETRUISENT
 TOUTES NOS
 CONQUÊTES
 OUVRIERES



l'exclusion sociale :
 Reconnaissance
 des taux d'invalidité entre
 la France et l'Allemagne !
 Ça ne peut plus durer !
 de la
 CSG-CRDS
 sur
 les retraites
 allemandes

RESISTANCE !
 TOUS ENSEMBLE
 EN MEME TEMPS !
 GRÈVE GÉNÉRALE !

La classe
 ouvrière
 en a marre
 de se faire
 écraser !

Le dialogue
 social

MILLIONNAIRES
 PROTECTOR

Oui M. Larcher vous monterez aussi sur les échafaudages et les échelles, et vous verrez qu'il y a une sacrée différence entre cette montée et la montée des marches du Palais du Luxembourg !! Peut-être, là, Messieurs, vous aurez alors une autre vision du monde du travail. Oui honteux !

Nous avons mis ce scandale, cette saloperie bien en exergue ce matin avec notre banderole sur la tribune.

Il faut savoir que les retraites sont depuis longtemps dans le viseur du broyeur européen. Lors du sommet européen à Barcelone le 22 mars 2002, Chirac, Jospin, Schroeder et Blair ont signé avec le même stylo le recul de l'âge de la retraite de cinq ans.

Oui, cette saloperie de travailler jusqu'à 70 ans est depuis longtemps dans les tiroirs de la Commission européenne. En effet, la retraite à 67 ans avait été engagée en 2005 en Allemagne par le « socialiste » Schroeder dans le cadre des mesures Hartz IV avec en prime les félicitations de la Commission européenne qui avait dit que ces mesures vont dans le bon sens de l'Europe. A l'époque déjà, les politiciens allemands avaient dit : « *die Gespräche der Renten mit 70 darf kein Tabu mehr sein* » (discuter de la retraite à 70 ans ne doit plus être tabou). Une honte !

Oui, à l'exemple de Macron : la retraite à 70 ans pour financer l'effort de guerre. Guerre en Ukraine provoquée par les USA avec leur complice l'Union européenne

Oui, il faut taper dans les dépenses sociales. Le nouveau chancelier allemand, Friedrich Merz - le corrompu comme ancien directeur de Black Rock, ce va-t'en guerre... - donne un exemple : il attend des directions syndicales qu'elles « *convainquent* » les travailleurs de leur « *maintien volontaire dans la vie active au-delà de 67 ans* »... Tout cela pour que

l'armée reçoive « tous les moyens financiers » dont elle a besoin pour devenir l'armée conventionnelle la plus puissante d'Europe. Comme l'a dit le ministre de la défense, Boris Pistorius, « *il faut rendre à l'armée allemande sa capacité à faire la guerre* » face à la menace russe. C'est l'hystérie totale antirusse ! C'est de nouveau la ruée vers l'Est (Drang nach Osten), l'opération Barbarossa de juin 1941 ! Veulent-ils prendre leur revanche sur Stalingrad ? Oui détruire notre protection sociale, nos services publics ... pour faire la guerre, réclamée aussi par le secrétaire général de l'OTAN, Mark Rutte au Parlement européen le 13 janvier : « *il faut réaffecter l'argent de la protection sociale à la défense*. » **Ils sont devenus complètement fous nos gouvernants, ces fauteurs de guerre, vraiment des cinglés qui sont aux affaires.** Quand on entend la corrompue von der Leyen qui n'a aucune prérogative en ce qui concerne la politique étrangère, dire que l'UE sera prête pour la guerre avec la Russie d'ici 2030. Et personne, ni nos directions syndicales françaises, allemandes, les partis politiques ne montent sur les barricades en entendant ces propos délirants. Imaginons une guerre contre la 1ère puissance nucléaire, cette guerre sera nucléaire et elle ne durera que quelques secondes et ce sera le néant. Ils sont complètement dérangés. Une députée polonaise avait dit à la von der Leyen, mais envoyez donc vos enfants se battre dans les tranchées ukrainiennes ! Qu'attendez-vous ? Et que nos va-t'en guerre les Glücksman et les Bernard Henri les accompagnent.

Chers Amis, et ils nous disent sans honte que l'Europe c'est la paix ! Et veulent détruire le social pour financer la guerre contre la Russie.

Jusqu'à quand la CO acceptera cette démolition sociale pour financer la guerre.

Oui, il faut mettre fin au programme du dictateur de l'Elysée qui se voit déjà à la

tête de cette Europe fédérale guerrière. Il a bien un programme. Il faut savoir qu'il a été mis en place par le groupe Bilden-berg, McKinsey, Black Rock, la haute finance internationale qui l'ont mandaté pour détruire notre pays. Et il y parvient.

Lecornu qui dit une seule chose comp-
te : **c'est l'intérêt du pays, l'intérêt national.**

Il ose parler de l'intérêt du pays, alors que Macron et cie ont vendu nos fleurons industriels à l'étranger. Oui, 1.600 entreprises stratégiques ont été vendus ces dernières années à l'étranger. On a perdu, par ex., en 15 ans : Alstom, un des leaders mondiaux de l'énergie, Alcatel vendu à Nokia, Arcelor leader mondial de l'acier, Pechiney, leader mondial de l'aluminium, technip, leader de l'Oil and Gaz, de la prospection sous-marine, Lafarge, le ciment, Essilor et j'en passe. Ils ont tout tué notre économie, notre autonomie stratégique et énergétique. Il faut savoir, comme l'a annoncé Arnaud de Montebourg que les responsables de cette trahison nationale ont touché des gros chèques de commission, 20 millions pour Patrick Kron pour le bradage d'Alstom, M. Combe 13 millions en vendant Alcatel, M. Pillenko 9 millions en vendant Technip etc. etc.

Ils continuent de démanteler notre EDF dans la continuité des traitres nationaux que sont Jospin et Hollande qui ont appliqué à la lettre les directives européennes. Oui, en 2000, la trahison du gouvernement de Lionel Jospin, « la transposition de gauche » des directives européennes de privatisation du gaz et de l'électricité. C'est suite à son accord avec les Verts de Dominique Voynet, et **ceci à des fins purement électo-
rales** que Jospin arrêta Superphénix qui nous aurait produit pendant 3000 ans de l'électricité en utilisant les déchets nucléaires comme le dit Henri de Pro-



Alle Vorteile im Blick!

- 1 Günstiger Beitrag bei fairem Zusatzbeitrag
- 2 Starke Extraleistungen im Wert von über 1500€
- 3 Bonus für Gesundheitsbewusste bis zu 400€
- 4 Auswahl aus bis zu 800 kostenfreien Gesundheitskursen
- 5 Ausgezeichneter Service
- 6 Starke digitale Leistungen
- 7 Gut vernetzt



facebook.com/aokrps



instagram.com/
aok_rheinlandpfalz_saarland



Siegfried ENGEL, chef du service frontalier de la AOK assure une permanence à notre siège tous les 1^{ers} mardis du mois de 9 h à 11 h).

Vorteile sichern!

Jetzt zur AOK
wechseln unter
gerngesund.de

Gesundheit erLEBEN

AOK Rheinland-Pfalz/Saarland. Die Gesundheitskasse.

glio ancien PDG d'EDF. Nous avons 30 ans d'avance dit-il, et que nous devons exiger la sortie de ce prix européen indexé sur le gaz allemand et notre facture d'électricité sera divisé par 2, dit Proglio. On marche sur la tête, on est dans un monde de fou, dit-il. Bruxelles impose à EDF de céder à un prix dérisoire le 1/3 de sa production à 42 euros le mégawatt aux concurrents privés qui ont été créés artificiellement, ces parasites, ces charognards qui le revendent à 140 euros, dit Proglio. Il dit que les Allemands avait comme objectif de nous couler, l'Allemagne n'acceptait pas que la France dispose d'un outil compétitif aussi puissant qu'EDF à sa porte ? **Oui, l'obsession allemande depuis 30 ans, c'est la désintégration d'EDF. Elle a réussi (on parle toujours du couple franco-allemand, mais c'est un couple sado-maso, c'est l'Allemagne qui tient le fouet). On est dans un monde de fou. Il faut lire le livre de Henri de Proglio : « l'étrange débâcle – comment la France a perdu sa souveraineté énergétique. »** Savez-vous qu'au sein du ministère de la transition écologique, il y avait une cellule allemande qui s'occupait justement de contrer le tout nucléaire, ça a été prouvé. C'est-à-dire que les Allemands ont tout fait pour nous couler.

Et cerise sur le gâteau, nous avons payé le coût faramineux du bouclier tarifaire sur l'électricité qui s'est élevé à 48 milliards d'euros, dont s'est vanté le moine de la finance, l'incapable Bruno Lemaire. **Oui un coût totalement inutile, qui n'aurait pas eu lieu d'être. 50 milliards jetés par la fenêtre !** L'État avec nos incapables au gouvernail a subventionné un surcoût qui est lié uniquement à la méthode de calcul du marché. Une honte !!!

Le gaz et l'électricité sont des services vitaux pour la population. Ils doivent être renationalisés et les monopoles de service public rétablis. Et tous ces hypocrites maastrichtiens nous disent : « grâce à l'Europe, le peuple est protégé... » **Une honte ! Il ne faut cesser de dénoncer cette trahison nationale.** L'énergie est le moteur de notre niveau de vie ; un facteur déterminant pour la santé des entreprises. Sur ce scandale énergétique, les syndicats, tous les parlementaires de droite comme de gauche, s'ils ont encore conscience de l'intérêt national, devraient monter sur les barricades et exiger quotidiennement la sortie de ce prix européen indexé sur le gaz allemand et de revenir au coût national de production. **Des milliers d'entreprises, des boulangeries ont mis la clé sous la porte à cause du prix exorbitant de l'énergie.**

Et la folie climatique. Oui la folie d'interdire la voiture thermique d'ici 2035. Leur fameux pacte européen, une folie qui va coûter mille milliards d'euros pour réduire les émissions de 55% d'ici 2030. Et pour réduire la température, vous savez de combien ? deux millièmes de degré. C'est ce que disent d'éminents physiciens comme François Gervais qui sont interdits dans les médias. Oui 11 millions d'emplois sont en danger en Europe par leur politique désastreuse, par leur folie climatique. Ce sera la catastrophe pour l'industrie automobile. Et Macron, Merz et cie continuent comme un canard sans tête, dans cette stratégie suicidaire, imposée par la von der Leyen, de la fin des moteurs thermiques en 2035. Christian Harbulot, fondateur de l'école de guerre économique s'exclame : *« Pourquoi il n'y a aucune réaction permanente des directions syndicales et des patrons de l'industrie automobile contre cette attitude suicidaire, pourquoi ne se mobilisent-ils pas ? Il faut bloquer cette stratégie suicidaire. On sait très bien que la voiture électrique est un échec commercial majeur dans notre pays. »*

Les gouvernements successifs ont liquidé notre sidérurgie, et ceci sur l'autel de cette Europe de malheur et la casse

continue en Lorraine. Alors que l'acier est un pilier de la souveraineté industrielle. Rappelez-vous Sarkozy : Gandrange vivra et son successeur Hollande : Florange vivra. Oui toute cette clique doit être jugée pour trahison nationale ! Ces 2 individus ont violé le vote souverain du peuple le 29 mai 2005 qui a dit non à 55% contre le traité constitutionnel. Un coup d'État institutionnel ! Et ces individus-là osent prononcer le mot démocratie. Oui trahison nationale !

Et nos incapables à la tête de l'État appellent à la responsabilité les citoyens et citoyennes.

Ils appellent à la responsabilité ces 13 millions de pauvres, ces 2.000 enfants qui sont dans la rue, ces millions de précaires, ces milliers de famille qui dorment dans leur voiture. **Ils appellent à la responsabilité** ce 1/3 des Français qui se privent de nourriture, oui, 1 sur 3 saute un repas, ces étudiants qui sont au bord du suicide. **Ils appellent à la responsabilité** les Français qui n'arrivent plus à se chauffer, à faire le plein d'essence, le 15 du mois le portemonnaie est vide. **Ils osent prononcer ce mot être responsable** alors que leur politique criminelle ferme les urgences, supprime des milliers de lits d'hôpitaux sur injonction de l'UE, **leur politique** fait mourir sur les brancards, fait intuber des nourrissons dans les couloirs par manque de lits, leur politique ferme les écoles, et est responsable du manque de professeurs, du manque de médecin, de médicaments, leur politique vend nos fleurons industriels à l'étranger...

Et en même temps, leur politique « responsable » font que les profits des grandes entreprises et leurs dividendes atteignent des sommets. Le patrimoine de 500 plus grandes fortunes en France a plus que doublé, atteignant 1.228 milliards d'euros en 2024.

Sans oublier les milliards qui sont envoyés aux néonazis de Kiev. Oui, plus de 35 milliards d'euros. Et la programmation militaire de 413 milliards dans le budget de guerre d'ici 2030, et les 800 milliards d'investissements européens pour la guerre. Ceci aux ordres de Trump qui exigent que ses toutous, ses carpettes européens relèvent leurs dépenses militaires à hauteur de 5% de leur produit intérieur brut pour poursuivre la stratégie d'encercllement agressif à l'encontre de la Russie et la Chine. **Et nos imbéciles, les doigts sur la couture s'exécutent.**

Et ils nous disent il n'y a pas d'argent pour les hôpitaux, la Sécu, les retraites, l'éducation, les salaires... Oui une honte !

Chers Amis, tant que le despote de l'Élysée, oui l'emmerdeur, car il m'a couvert de merde quand il a dit je vais emmerder les non vaccinés, tant qu'il n'est pas destitué, il n'arrêtera pas d'en remettre une couche pour arriver à la destruction totale de nos conquêtes sociales, que sa doublure va-t'en guerre Le cornu est en train de mettre en pratique. Oui, vont passer à la caisse et vont se faire tondre : les travailleurs, les retraités, les malades, les précaires, les chômeurs...

Ça suffit ! Ça ne peut plus continuer !

Il faut les renverser, il faut les purger. Et après la purge, jugement et punition de ces gens qui trahissent l'intérêt national.

Oui la classe ouvrière est en état de légitime défense ! Et il est grand temps qu'elle remette en mémoire à nos gouvernants cette phrase de l'article 35 de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen, que fit inscrire Robespierre dans la Constitution de 1793 qui fondait la 1^{ère} république, cette phrase qui cingle toujours au visage les apprentis-tyrans et qui guide toujours les vrais républicains : « quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection et pour le peuple et pour toute portion du peuple le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs ».

Chers Amis, il faut toujours revenir à la base de cette démolition méthodique de nos droits et acquis. Cette démolition est en conformité avec le traité de Maastricht résumée par cette déclaration en 1999 par Hans Tietmeyer, ancien président de la Bundesbank. Ce personnage au début des années 1990 avait imposé ses vues aux négociateurs du traité de Maastricht avait déclaré sur les conditions sociales de la mise en place de l'euro, je cite : *« L'homme de la rue n'en est pas conscient. Tout le monde ne comprend pas encore de quoi il s'agit. La concurrence entre les systèmes de protection sociale sera plus forte, pas seulement vis-à-vis du monde non européen, mais aussi à l'intérieur de l'Europe. Il faut de la concurrence entre les systèmes fiscaux, tout comme entre les systèmes de protections sociales nationaux. Il n'y aura pas de retour en arrière, c'est définitif. Les hommes politiques n'ont plus de compte à rendre*

aux citoyens, mais seulement aux marchés financiers... avec la monnaie unique, nous ne pourrons plus jouer sur le taux de change, la seule variable d'ajustement de l'économie pour être compétitif sera donc l'emploi et l'écrasement des salaires et de la protection sociale. »

Mario Draghi, ex-président de la Banque centrale européenne, l'homme de Goldman Sachs qui a dit haut et fort le 24 février 2012 lors d'une interview au Wall Street journal : *« le modèle social européen est mort, et il n'y a pas d'échappatoire possible à la mise en œuvre de politiques d'austérité très dures pour sauver l'euro. »* **Oui notre pays doit crever pour sauver leur maudit euro. De nombreux brillants et d'éminents économistes disent, le problème aujourd'hui de notre politique économique, sociale, d'investissement, notre politique industrielle, c'est l'Euro et il faut en sortir. Avant l'euro, en 2001, notre industrie représentait encore 25% du PIB et aujourd'hui encore 9%.**

Et ce sont ceux-là et tous les gouvernements maastrichtiens de droite comme de gauche, les serviteurs du grand capital qui nous ont promis le paradis en 1992 : « avec le traité de Maastricht un grand marché de 450 millions d'habitants va s'ouvrir qui nous apportera : prospérité, plein emploi, justice sociale, la paix. » Une vaste fumisterie ! Ils ont entubé les peuples jusqu'à l'os.

Combien de travailleurs frontaliers, m'ont dit : vous le Comité des Frontaliers vous étiez visionnaire, vous nous aviez informé à l'époque des dangers de ce traité dévastateur pour la classe ouvrière.

Il faut toujours le rappeler, l'UE est fondée sur les traités qui font obligation de privatiser, de mettre en concurrence les travailleurs et ainsi réduire à néant nos acquis sociaux.

Un mot sur les fondements de l'Europe ? Là aussi, il faut toujours le rappeler, ce sont les Américains qui étaient à l'initiative de cette Europe capitaliste (de nombreux documents historiques en font état) avec leurs petits valets nommés les pères de l'Europe : Schuman le « vénérable » (son parcours de Pétain à la CIA, il a été condamné pour indignité nationale !!!) et son fameux discours en 1950 rédigé par les Américains et son compère Jean Monnet traité par De

Gaulle de traître et de petit financier à la solde des Américains. Monnet écrivit en mai 1943 à Harry Hopkins, conseiller du président Roosevelt : « ... le général de Gaulle est un ennemi du peuple français et de ses libertés ; c'est un ennemi de la construction européenne, qu'en conséquence, il doit être détruit dans l'intérêt des Français, des Alliés et de la paix ». Il faut savoir que le premier président de la commission européenne fut un nazi : Walter Hallstein, « formé » par la suite par les Américains. La construction européenne naît donc d'un curieux mélange de « pères fondateurs européens » proches des Américains, d'influence américaine portée par la CIA, d'argent de fondations américaines appartenant à des milliardaires.

Je vous recommande vivement de lire l'ouvrage du journaliste Jean-Loup Izambert : « Bilan noir – l'Union européenne contre la France ».

Il y consacre 28 pages sur la corruption permanente dans les sphères des institutions européennes, le scandale des vaccins Pfizer de la von der Leyen etc. etc. **Chers Amis, jusqu'à quand allons-nous accepter cette volonté destructrice de tout ce qui appartient au bien commun ? Ça ne peut plus durer !**

Face à cette guerre sociale de destruction impitoyable menée contre la classe ouvrière, les directions syndicales doivent être dans une posture de radicalisation et non d'accompagnement, et préparer la grève générale. Seule la mobilisation unie des travailleurs et de leurs organisations est à même de bloquer la politique anti-ouvrière des Macron, Lecornu et cie.

Nous avons besoin d'un programme syndical et politique de rupture avec le capitalisme. Le syndicalisme doit renouer avec la lutte des classes. Il faut expliquer aux travailleurs que tant que le pouvoir économique est entre les mains de cette minorité de la population qui sont les banques, les assurances, la grande distribution, les groupes industriels, les multinationales, les prédateurs que sont les marchés financiers, **oui tant que le pouvoir est entre leurs mains, ceux-ci nous feront littéralement la peau pour préserver leur monstrueux bénéfices. Il faut les exproprier sans indemnités ni rachat.**

Les entreprises clés doivent revenir à la nation. Oui nationalisation des banques ; démanteler les marchés fi-

nanciers ; il faut interdire les délocalisations, le libre-échange ; la libre circulation des capitaux ; les fonds spéculatifs, les paradis fiscaux, oui 1.000 milliards d'évasion fiscale chaque année dans l'UE ; Oui, annulation de la dette qui n'est pas celle des travailleurs. Ce n'est que par l'intervention des travailleurs, une mobilisation massive, sur le terrain de lutte de classe, qu'il y aura un changement de société, libérée de l'exploitation capitaliste. Oui un gouvernement ouvrier.

Nos états-majors syndicaux doivent cesser de croire à la fable de l'Europe sociale qui est impossible dans le cadre des traités dictatoriaux de Maastricht et de rompre avec la mal nommée Confédération européenne des syndicats (CES) créée et financée par l'UE, qui joue parfaitement son rôle de division et de trahison des luttes. Elle est l'appendice de l'UE pour casser le syndicalisme de lutte et laisser les mains libres au grand patronat européen, à la finance. Elle freine de tout son poids à Bruxelles afin que l'Europe des luttes ne se développe pas. Cette CES qui dit que la société n'est pas divisée en classe mais en groupes divers entre lesquels il faut chercher une bonne harmonie... ; qui dit qu'il faut sauver le capitalisme du capitalisme ; elle ne condamne pas les scandaleuses délocalisations mais qu'il faut les rendre acceptables. Cette CES invite à leur Congrès les fossoyeurs de nos conquêtes ouvrières : Ursula von der Leyen, la corrompue, Olaf Scholz et cie. Et ceux-ci ont eu droit, tenez-vous bien, à des applaudissements nourris à la fin de leur discours par les syndicalistes dont notre CGT. Je crois rêver. Mais on n'invite pas à un congrès syndical, les fossoyeurs des droits ouvriers et des fous de guerre. Benoit Frachon, Henri Krasuky ne cessent de se retourner dans leur tombe. **Il ne faut pas s'étonner alors que suite à leur posture de collaboration de classe, le mot grève générale est tabou par nos directions générales.**

Chers amis, je ne peux terminer mon intervention sans évoquer les tragédies des guerres. C'est l'horreur, c'est la barbarie. La paix mondiale est en danger.

Le génocidaire, l'exterminateur, Neta-nyaou, non content d'avoir fait de Gaza, durant des décennies, un camp de concentration à ciel ouvert, puis, depuis octobre 2023, un camp d'extermination pur et simple. Gaza est quasiment rasé, par l'irresponsable boucher génocidaire avec l'appui des USA et de l'UE, oui au-



Markus Andler, IG Metall Völklingen



Raoul Quirin, trésorier

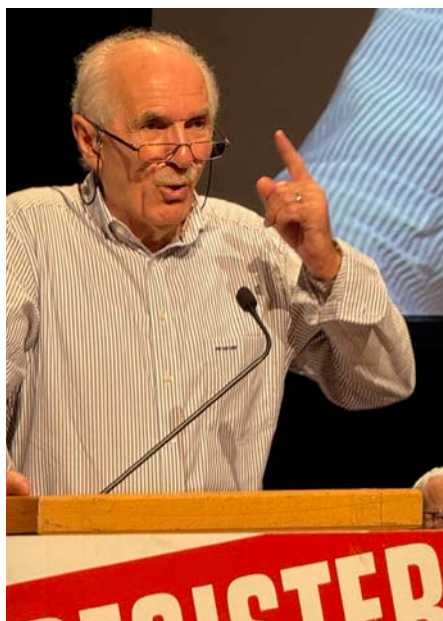


Bernadette Hilpert, CGT

Ralph Blindauer, avocat



Marc Zingraff, maire



cune sanction économique de leur part contre le génocidaire toujours impuni du Proche-Orient ! Oui Israël a violé des centaines de résolutions de l'ONU qui exigeaient la fin à l'occupation israélienne, la fin de l'Apartheid et du pouvoir colonial et raciste. Il faut savoir que Israël résulte, non pas d'une création quelconque des Nations Unies, mais d'un vol de territoire par la force en 1947. Israël a été construit par le terrorisme, a colonisé la Palestine en menant des actions terroristes : 1 million de Palestiniens chassés en 1947 de leur maison ; des centaines d'Oradour sur glane perpétrés par les milices terroristes de la Hagana, Irgound, Stern dirigés par Izak Shamir, Menahin Begin devenus premiers ministres. Ce sont les terroristes no 1 avec les USA et leurs complices de l'UE qui ont mis à feu et à sang le Moyen-Orient.

Et la tragédie en Ukraine. Là aussi un travail de réinformation est nécessaire.

Cette tragédie aurait pu être évitée. Je ne suis pas pro-Poutine au contraire. Mais il faut tenir compte des faits, rien que les faits. Tels qu'ils sont évoqués par de nombreux spécialistes sérieux en géopolitique comme Emmanuel Tood, Caroline Galacteros, Nicolas Mircovics, Jacques Baud, les généraux Rouhre, Pinatel, les colonels Hervé Caresse et Hogard, Régis de Castelnau, Jacques Sapir, le général allemand Kujat, Alain Juillet, Pierre De Gaulle et bien d'autres.

Pour vous informer regardez les médias alternatifs : Espoir et dignité, Fréquence populaire, Elucid, Omerta, Tocsin... Les médias dominants TF1, France 2, Rtl, Europe1, LCI et tous les autres ne débitent que mensonges sur mensonges. Oui, ces piteux journalistes, ces ânes bâtés portent une grande responsabilité dans l'escalade de cette guerre et sont complices des milliers de morts.

Pierre De Gaulle, petit-fils du général a dit : « *Les USA sont les déclencheurs de guerre.* » Oui, Il faut le dire haut et fort, ce sont les Etats-Unis qui sont responsables de cette tragédie.

L'occident, les Etats-Unis, le système capitaliste n'a jamais accepté l'URSS, ni la Russie. Leur but était toujours de dépecer, démanteler ce pays pour mettre la main sur les richesses du sous-sol. Oui, c'est l'hystérie antirusse. Alors, comme le disait le De Gaulle, l'URSS a libéré l'Europe du nazisme, oui au prix de 27 millions de morts.

Et bien entendu, notre « belle » Union européenne (le caniche des USA qui fait tellement état de ses « valeurs », porte une lourde responsabilité dans cette tragédie. L'UE européenne a appuyé le coup d'État de Maidan en 2014. Et Kiev s'appuyant sur les milices néonazies Pravyi Sektor et le bataillon Azov, a bombardé sa propre population russophone du Dombas qui n'a pas accepté les mesures et les attaques russophobes croissantes contre les populations locales, suppression de la langue russe etc. De 2014 à 2022, 14.000 personnes ont été tués dont 10.000 civils dans l'indifférence la plus totale de nos tartuffes de l'UE.

Le putsch de Maidan a été financé par les USA. Victoria Nuland, du Département d'Etat américain, avait publiquement dit le 13 décembre 2013 que son gouvernement a financé l'ex-opposition ukrainienne y compris les groupes d'assaut néonazis à hauteur de 5 milliards de dollars, Et nos fous de guerre, et la folle de guerre la Von der Leyen, ces hypocrites ont le culot de clamer que la Russie viole le droit international qu'eux ne cessent de piétiner : Irak, Libye, Yougoslavie, Palestine, Syrie, Afghanistan, Yemen...des millions de morts. **Oui partout les occidentaux sont à l'œuvre, au nom de leurs « valeurs », de mettre les pays à feu et à sang.** Comme l'a dit si bien Dominique de Villepin : « *Daech est l'enfant monstrueux des politiques occidentales.* »

Alors que la Russie, et les faits sont les faits, à enclencher la règle des Nations-Unis, « le devoir de protéger sa population », oui protéger la population russe du Dombass qui était menacée début 2022 par de nouvelles frappes sanglantes des néonazis de Kiev.

Et les accords de Minsk de 2014 – 2015 qui n'ont pas été respectés : neutralité de l'Ukraine et autonomie du Dombas. A ce sujet, Hollande, Angela Merkel, Macron ont une profonde responsabilité du non-respect de ces accords parce qu'ils étaient les garants de la signature de ces accords en 2014 et 2015. Angela Merkel a fait les aveux en décembre 2022 au magazine « Die Zeit » : « nous n'avons volontairement pas respecté les accords de Minsk, afin que l'Ukraine puisse se réarmer et faire la guerre à la Russie ». Ce que le tordu Hollande a confirmé. C'est un acte criminel, ils doivent être traînés devant LEUR fameuse cours pénal internationale. **Car si ces accords avaient été respectés, il n'y aurait pas eu cette tragédie.**

Il faut aussi savoir qu'un plan de paix, le même cadre que les accords de Minsk, était préparé en mars 2022, un mois après le conflit. Zelenski et Poutine étaient d'accord sur ce plan, était parachevé. Nos médias n'ont pas dit un mot à ce sujet. Ce plan de paix était sabordé par les USA et l'UE. Cela a été confirmé par Naftali Bennet, ex premier ministre israélien qui était le médiateur. Boris Johnson a couru à Kiev, avec le soutien de la von der Leyen, ils sommaient Zelenski à retirer son offre de paix en échange d'une aide militaire illimitée de l'UE. **Les médias ukrainiens ont dit que les occidentaux ont fait capoter la paix. Alors où sont les responsables de cette guerre ? Oui, les dirigeants de cette UE avec les USA sont des criminels. Ils sont responsables de centaine de milliers de morts.**

Les dirigeants des USA sont les terroristes no 1 sur la planète. Comme l'a dit Noam Chomski grand humaniste américain, je le cite : « *si les lois de Nuremberg (tribunal qui jugea les nazis en 1945) étaient appliquées, chaque président des États-Unis de l'après-guerre aurait été pendu.* » Et ces criminels osent revendiquer le prix Nobel de la Paix.

Il faut savoir et c'est prouvé, les USA ont saboté les gazoducs russo-allemand Nord Stream 1 et 2, sans aucune protestation de nos imbéciles français et allemand. Ce fut un acte de guerre.

Les USA ont rempli leurs missions : détacher la Russie de l'Europe. Les USA ont réaligné ses caniches européens sous son égide, leur imposant notamment de se réarmer massivement avec à la clé de juteux marchés pour le complexe militaro industriel américain, et nos imbéciles leur achèteront le gaz liquéfié et de schiste 5 x plus cher que le gaz russe. Là aussi trahison nationale.

Je déplore la position du Parlement européen qui régulièrement à la quasi-unanimité, droite, gauche, approuve les livraisons d'armes massives à Kiev afin que le massacre continue. Tellement ils sont ignares au géopolitique.

Et que dire de nos partis maastrichtiens de « gauche » et de droite à l'Assemblée nationale et au Sénat, tellement nuls et incultes en géopolitiques, aveuglés par leur russophobie, qui ne cessent de vociférer : « l'ignoble Poutine », et qui ont voté aussi les livraisons d'armes aux nazis de Kiev où est glorifié le génocidaire Stepan Bandera. En effet, Arno Klarsfeld, le fils du

célèbre chasseur de nazi Serge Klarsfeld a dit, je le cite : *l'Ukraine n'a pas sa place en Europe. Elle doit cesser de glorifier ceux qui ont collaboré avec les nazis et tué des dizaines de milliers de juifs. Il y a Babi Yar (monument à la mémoire des juifs) et la rue qui y mène s'appelle Stepan Bandera, collaborateur du IIIe Reich, qui est glorifié dans les écoles, un génocidaire qui a tué des milliers de juifs.*

Il faut arrêter l'escalade prôner par nos fous de guerre, la folle de guerre Von der Leyen, le fou de guerre Merz et le fou de guerre Macron. Le despote **Macron en pleine déliquescence, encore 11% d'opinions favorables, ne représentant plus rien au plan national, avec la corrompue folle de guerre Von der Leyen, Merz, Pistorius, ils ne cessent de clamer la soi-disant menace russe dans 3-4 ans, alors qu'ils disaient que les soldats russes sont alcooliques, sidaïques, mal commandés, doivent prendre des puces électroniques dans les machines à laver pour leurs missiles, se battent avec des pelles et. Cela étant, les Russes défileraient-ils demain sur les champs Elysée et pourquoi faire ? Mais c'est quoi ce foutage de gueule, clamant mensonges sur mensonges et bien sûr relayés par nos piteux journalistes. Oui, tout ce foutage de gueule pour faire peur à la population, dans le but calculé de créer absolument cette armée européenne dans le cadre d'une Europe fédérale dont le monsieur 11% rêve à être le président. Là ce serait la fin définitive de la souveraineté de la France.**

De Gaulle, ce monument de l'indépendance nationale, de la souveraineté nationale n'arrête pas de tourner dans sa tombe en voyant la politique étrangère catastrophique de ce kéqué à l'Elysé, secondé de son ministre des Affaires étrangères, Barrot, ce Couve de Murville mais en play mobile.

A propos de De Gaulle. Rappelez-vous de l'incroyable photo prise dans le bureau ovale de Trump où les dirigeants européens, ses caniches, assis devant lui comme de petits écoliers. Imaginez-vous un De Gaulle dans cette position humiliante.

Chers amis, je termine, je crois que ce devoir de réinformation et de vérité sur ces tragédies est nécessaire. C'est notre devoir de militants de la paix gravé dans nos statuts.

Chers Amis, j'ai essayé de rendre compte de notre activité durant ces 48 années de lutte. Comme vous avez pu le constater,

nous avons toujours œuvré dans le respect des orientations prises en 1977 à savoir :

Notre lutte contre toutes les discriminations qui frappent les travailleurs et retraités frontaliers va de pair avec notre lutte contre toutes remises en causes de nos conquêtes sociales arrachées par la lutte de classe souvent au prix du sang. Oui, rien ne nous a été donné. Rien n'est tombé du ciel.

Nous pouvons être fiers de notre bilan. Un travail considérable a été réalisé. Grâce au rassemblement des travailleurs frontaliers, 13.000 aujourd'hui au sein du CDTFM, de grandes revendications ont été satisfaites durant ces 48 années. De nombreuses revendications restent encore en suspens. Mais pour continuer ce combat pour la justice, notre organisation doit se donner les moyens pour la pérennité du CDTFM. Chers Amis, la moyenne d'âge de notre bureau directeur est de 69 ans. Il faut absolument rajeunir notre organe de direction ; que de jeunes militants s'investissent et y prennent des responsabilités pour assurer la continuité de notre combat engagé en décembre 1977. Et j'en connais, ils m'entendent ce matin. Oui il faut absolument pérenniser notre organisation.

Je termine en rappelant toujours que nous les travailleurs frontaliers sommes les pionniers de l'Europe mais pas de cette Union européenne du capital, de la spéculation, de la corruption, des délocalisations, des paradis fiscaux, de la guerre, oui de la guerre, nous ne voulons pas de dette Europe qui veut nous faire travailler jusqu'au tombeau ; de cette Europe qui par la voie de Mario Draghi dit : « le modèle social européen est mort. » Nous appelons à l'unité des classes ouvrières européennes pour construire la vraie Europe, celle des nations, celle des travailleurs de la justice sociale, de la paix, débarrassés de l'exploitation capitaliste.

Nous faisons nôtre cette belle citation de Lucie Aubrac, cette figure emblématique de la résistance française : « Ne jamais se résigner face à l'injustice – le mot résistance doit toujours rester vivant. »

Merci pour votre attention.

Vive le comité de défense des travailleurs frontaliers de la Moselle

Vive la lutte de classe.

Wolfgang Niederländer, vice-président



Werte Gäste, liebe Mitglieder und Freunde der Frontaliers Sarreguemines.

Seit der letzten Generalversammlung hat sich die Welt dermaßen traumatisch verändert, dass wir sozusagen in einem anderen Zeitalter gelandet sind.

Nichts ist mehr so, wie es sich vor einem Jahr darstellte. Meine schlimmsten Befürchtungen aus dem letzten Jahr, sind bei weitem übertroffen worden.

König Donald der Erste, ist wie ich erwartet hatte, zu einem Monster geworden und regiert seit seiner Amtsübernahme wie sein autokratischer Freund Putin in Russland.

Wir Deutsche haben, wenn es um Putin geht, eine andere Sicht auf die Dinge als der Rest der Welt. Denn Putin war bis zum Fall der Mauer vor 35 Jahren der oberste sowjetische Agent in Ostdeutschland.

Alle Werte, die Amerika aus Sicht der Europäer so groß gemacht haben, wurden seit der zweiten Machtübernahme des Landes, am 25. Januar 2025 durch Trump, über den Haufen geworfen. Das führte dazu, dass sich die ganze Welt, seit Donald regiert, duckt — und die großen Führer weltweit und nicht zu vergessen, auch die Multimilliardäre ihm, *Zitat Trump: „Sie küssen mir den Arsch“*, den Arsch küssen.

Ich entschuldige mich vorab für die Fälschsprache, aber das ist die neue Sprache, die sich seitdem Trump regiert, als

Umgangssprache etabliert hat und der sich die internationale Welt unterzuordnen hat.

Wenn wir bis zum Zeitpunkt der Machtergreifung durch Trump gedacht hatten, dass man sich auf der großen politischen Bühne mit Respekt und Anstand begegnet, sind wir seit dem legendären Besuch des ukrainischen Präsidenten Selenskyj am 28.02.2025 im Weißen Haus eines Besseren belehrt worden.

Das ukrainische Volk wurde — und das dürfen wir nicht vergessen — den wirtschaftlichen und geostrategischen Interessen vor allem der US-Amerikaner geopfert. Das machte Ned Price, Sprecher des US-Außenministeriums, deutlich, als er Selenskyj die Leviten im Weißen Haus las: *„Dies“, so Price, „ist ein größeres Krieg als der der Ukraine.“*

In diesem Sinne wagte es auch Senator Lindsey Graham, einer der einflussreichsten Parlamentarier in der US-Außenpolitik, nach einem Jahr der Kämpfe in der Ukraine zu erklären: *„Ich bin mit dem Weg, den wir Amis eingeschlagen haben, zufrieden. Mit amerikanischen Waffen und mit unserem Geld werden die Ukrainer die Russen bis zum letzten Mann bekämpfen.“*

Was für ein Zynismus! Welche Verachtung für das menschliche Leben und Leid in der Ukraine.

Arsène hat ja über diese Tragödie berichtet und die Verantwortlichen angeprangert. Und — wohl wissend, wer mitverantwortlich für den Krieg in Europa ist — demütigten dieser Heuchler Trump und seine Wadenbeißer Präsident Selenskyj im Weißen Haus bis auf die Knochen.

Dabei haben die USA nichts getan, diesen Krieg zu verhindern, sondern alles unternommen, um ihn auszulösen.

Was für ein Szenario:

Live aus dem Weißen Haus vor der Weltöffentlichkeit. Nach der Methode Trump: Wenn jemand am Boden liegt, sollte man noch mit den Füßen treten. Und keiner der westlichen Staatschefs, diese Handlanger der USA, die eine Mitverantwortung an diesem Krieg tragen, wagte es, gegen diese Demütigung eines Gastes im Weißen Haus zu protestieren. Wie erbärmlich.

Das sind genau die Typen, die ich im-

mer meine, die heutzutage nur noch „Flatsch“ sagen dürfen, wenn die Kuh geschissen hat. Als nach dem Tod von Papst Franziskus eine neue Papstwahl anstand und es am 07. Mai 2025 hieß „Habemus Papam“ mit dem Zusatz „Es ist ein Amerikaner“, hatte ich — und nicht nur ich, sondern auch der Rest der Welt — gedacht: Das wird doch nicht Papst Donald der Erste sein?

Gott sei Dank, muss ich heute sagen, war es nicht so. Denn die heutige westliche Weltgemeinschaft hätte auch diese Wahl genauso wortlos hingenommen, wie sie alles hinnehmen, was Trump und seine Speichellecker seit der Machtergreifung weltweit veranstalten.

Das geht so weit, dass er mittlerweile militärisch mit der Nationalgarde gegen die eigene Bevölkerung vorgeht, vor allem gegen diejenigen, die nicht für ihn sind. Mit der Methode Zuckerbrot und Peitsche hält er im Weißen Haus Hof und wartet, bis ihm die Milliardäre und viele andere den Arsch küssen. Die hoch dotierten und studierten Politiker fast der ganzen Welt versuchen, ihn bei Laune zu halten, damit er ihnen nicht die Zölle erhöht.

Wie erbärmlich wirkt es, wenn ein Gast der US-Regierung im Weißen Haus nicht einmal darauf vertrauen kann, von den Verantwortlichen dort nicht bis aufs Äußerste gedemütigt oder bloßgestellt zu werden?

Während Trump sich in Israel für die Befreiung von Geiseln feiern lässt, ziehen in seinem eigenen Land marodierende, selbst ernannte „Sheriffs“ durch die Städte und machen in seinem Auftrag Jagd auf Menschen, die angeblich illegal im Land sind.

Mit einer Rede wie dieser würde ich in den USA vermutlich noch heute Abend von Trump auf zwei Milliarden verklagt, im Gefängnis landen und schließlich aus dem Land geworfen werden.

Wenn ihr euch die Mühe macht und nachschaut — aber bitte nicht auf TikTok — wo eine derartige Vorgehensweise schon einmal stattgefunden hat, müsst ihr nicht lange suchen. Denn genau mit solchen Methoden — Presse zum Schweigen bringen, Richter ersetzen, „Staranwälte“ entlassen und Emigranten, Andersdenkende oder anders

Aussehende diskriminieren sowie stigmatisieren — kamen die Nazis vor über 90 Jahren in Deutschland an die Macht.

Auch damals waren es angeblich die Ausländer, die Andersdenkenden und vor allem die Juden, denen man die Missstände der Zeit in Deutschland zuschrieb. Und als die Nazis ihr Werk vollbracht hatten und ganz Europa in Schutt und Asche lag, wollte hinterher — wie so oft — plötzlich niemand mehr dabei gewesen sein, der sie gewählt und damit an die Macht gebracht hatte. Das macht den Übergang zu den heutigen deutschen Problemen nicht gerade einfacher. Denn wenn eine AfD mit Parolen wie „Ausländer raus“ — und kaum mehr — Wahlsiege feiert, kann ich die Parallelen zur Nazizeit kaum übersehen.

Seit dem 6. Mai haben wir in Deutschland eine neue Regierung — und dennoch scheint alles beim Alten geblieben zu sein. Ich vermute, ihr Franzosen versteht nur zu gut, was ich meine, wenn ich von einer „neuen Regierung“ spreche, denn die Regierungsparteien in Deutschland — CDU, CSU und SPD — scheinen einfach nicht in der Lage zu sein, neue Wege zu gehen.

Sie wiederholen — wie all ihre Vorgänger — immer und immer wieder die gleichen Fehler und wundern sich

dann, dass die rechtsextreme AfD dadurch weiter an Stärke gewinnt.

Nach jeder Wahl wird alles, was die vorherige Regierung beschlossen hat, ohne Rücksicht auf Verluste über den Haufen geworfen. Ob etwas gut oder schlecht war, interessiert dabei niemanden; entscheidend ist allein, dass es „anders“ aussieht. Und währenddessen lehnt sich die AfD bequem zurück, tut nichts, aber auch wirklich gar nichts — und legt trotzdem weiter zu.

Deshalb stellt sich der „Normalbürger“ die Frage: War's das mit der Demokratie, oder brauchen wir mal wieder einen Führer? Leider sind wir schon wieder so weit. Und warum?

Atomkraft aus! Atomkraft an! So läuft es, seit Merkel 2011 nach Fukushima sagte: „Wir sind fertig mit der Atomenergie.“ Und heute? Sollen wir mit Öl, Gas oder Holz heizen? Ist die Wärmepumpe die Lösung — oder doch nicht? Und täglich meldet sich ein anderer Schwätzer aus den hintersten Reihen der Regierungskoalition zu Wort — und verunsichert das ganze Volk.

Noch chaotischer läuft es bei meinem Lieblingsthema: der Automobilbranche. Womit fahren wir in Zukunft — mit Elektro, Benzin, Diesel oder Wasserstoff?

Jeden Tag verkündet irgendein Spitzenpolitiker etwas anderes. Das Ergebnis: Der normale Bürger, der ein Haus bauen, eine neue Heizung installieren oder ein Auto kaufen möchte, weiß überhaupt nicht mehr, woran er ist.

Die ersten verheerenden Auswirkungen dieser Katastrophenpolitik bekommen unsere Mitglieder/innen bei Ford, Bosch, Michelin, ZF, Voit — ich kann gar nicht alle aufzählen — schon zu spüren.

Die Weitsicht der hochbezahlten Manager in der Automobilbranche reicht oft nur so weit, dass sie am Jahresende ihre Millionenprämien und -boni einstreichen können. Alle Probleme, die es zurzeit in der Industrie gibt, sind der Gier der Manager in der Industrie zuzuordnen.

ZF etwa hatte — so behaupte ich — nie die Absicht, ihren Zulieferer Voit in St. Ingbert wirklich zu retten. Stattdessen ließ man das Unternehmen sehenden Auges gegen die Wand fahren — mit dem Ergebnis, dass über 700 Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter ihren Arbeitsplatz verloren.

Die eigentliche Ursache der Schieflage bei ZF liegt in einem verheerenden Management, das vor Jahren mit enormen Summen weltweit auf Einkaufstour

Les permanences du CDTFM sur le secteur

Ville	Lieu	Info	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi
Sarreguemines	1, rue de la paix	sur RDV 03 87 95 53 41		9h - 11h	8h30 - 11h 15h - 17h		8h30 - 11h 15h - 18h
Puttrelange-aux-lacs	Mairie	Premier jeudi du mois sans RDV				16h - 17h	
Bitche	Mairie	Dernier jeudi du mois sur RDV 03 87 95 53 41				14h30 - 16h30	
Rohrbach les Bitche	Mairie Salle Georges de la Tour	Sans RDV				16h30 - 18h	
Bouzonville	Centre d'affaires de la CCB3F 10 rue de l'écopôle	1er et 3ème jeudi du mois sur RDV 06 09 66 23 31 ou 06 82 64 01 59				14h30 - 17h	
Creutzwald	Mairie	Sans RDV				2ème Jeudi 15h30 - 17h	
Ottonville	Mairie	le lundi et le vendredi sur RDV en mairie	16h - 18h				16h - 18h
Forbach	MOSA 12 place Robert Schumann	sur RDV au 03 87 95 53 41		14h30 - 17h			9h30 - 12h
Saint-Avold	CCAS 2 rue du lac	Premier lundi du mois sur RDV au 03 87 95 53 41	14h - 16h				
Farébersviller	Espace Fare 2 Rue du Neufeld	sur RDV au 03 87 95 53 41	9h - 12h				13h30 - 16h30

Le mercredi des créneaux sont réservés pour le remplissage des formulaires au siège à Sarreguemines. Veuillez prendre rendez-vous !

ging und mit diesen Fehlentscheidungen den Konzern beinahe in die Insolvenz getrieben hat. Am Ende steht das bekannte Bild: Der ehemalige Vorstandsvorsitzende Holger Klein verlässt das Unternehmen offiziell „aus persönlichen Gründen“ und „einvernehmlich“. Üblicherweise sind damit beträchtliche Abfindungen verbunden – während gleichzeitig massiver Personalabbau stattfindet. Macht nichts – die ZF-Karawane zieht, so ist zu hören, weiter nach Asien. Ein typisches Beispiel für deutsches Management. Doch bevor ein solcher Schritt vollzogen wird, geraten zunächst die Gewerkschaften in Zugzwang: Sie sollen Zugeständnisse machen und Errungenschaften aufgeben, die in Jahrzehnten erkämpft wurden, um die Arbeitsplätze ihrer Mitglieder zu sichern. Ich weiß aus meiner Erfahrung, wie man solche Typen am schnellsten auf die richtige Spur bringt: nur mit kollektiver Arbeitsverweigerung.

Mit einem kleinen Warnstreik kommt man bei solchen Typen nicht weiter.

Wie heißt es im Lied der Arbeiterbewegung von 1863? „Alle Räder stehen still, wenn dein starker Arm es will.“ Besser gesagt: Was denkt ihr denn, wie schnell bei ZF in Saarbrücken der Laden stillsteht, wenn beim Zulieferer Voit der Riemens mal heruntergeschmissen wird?

Liebe Freunde, liebe Gäste, ich würde so gern sagen können, dass es für den „Normalbürger“ in Deutschland endlich

wieder Hoffnung gibt und wir endlich wieder in die richtige Richtung unterwegs sind. Aber dazu brauchen wir Politiker, die sich nicht wie das Kaninchen vor der Schlange bei jedem Windstoß wegducken, sondern tatsächlich einen Plan haben, der unsere Gesellschaft ohne Kriegstreiberei, Zollerhöhungen oder ähnliches optimistisch in die Zukunft schauen lässt.

Wir brauchen gewerkschaftliche und politische Führungspersönlichkeiten, die klare Programme und Strategien entwickeln – und der Bevölkerung unmissverständlich vermitteln, dass der Kapitalismus die Gewerkschaften nicht länger als Werkzeug zur Maximierung seiner Profite missbrauchen kann.

Es ist an der Zeit, dass der Europäische Gewerkschaftsbund mit aller Deutlichkeit denjenigen widerspricht, die uns weismachen wollen, der Kapitalismus schaffe zwar keine Gleichheit, mache uns aber alle „reicher“. Mit solchen Parolen wird versucht, den Kapitalismus zu verharmlosen und zu rechtfertigen. Mitunter entsteht der Eindruck, als hätten einige Gewerkschaftsführungen vergessen, wer ihnen das Mandat gegeben hat, den Klassenkampf gegen dieses System zu führen. Für sie ist der Begriff Klassenkampf inzwischen ein Schimpfwort geworden, während viele weiterhin fest daran glauben, dass der Kapitalismus sich zähmen ließe. Träumt weiter.

Es ist so, wie Arsène es geschrieben hat, und wie es der große Schweizer Humanist Jean Ziegler es formuliert hat:

Der Kapitalismus ist ein kannibalisches, mörderisches System. Man kann ihn weder ändern noch umgestalten – man muss ihn radikal abschaffen.

Deshalb müssen wir den Menschen, die tagtäglich arbeiten, klar sagen: Solange eine kleine Minderheit – Banken, Versicherungen, Industriegiganten, multinationale Konzerne und "profitgeilen" Finanzmärkte – die wirtschaftliche Macht besitzt, wird sich an ihrer Situation nichts ändern.

Diejenigen Gruppen und Institutionen, die auf Kosten der arbeitenden Menschen, der Weltbevölkerung und des Klimas ihre Milliarden anhäufen, müssen konsequent unter öffentliche Kontrolle gestellt und – ohne weitere Entschädigung – in gesellschaftliches Eigentum überführt werden. Basta!

Liebe Anwesende, ich komme zum Schluss. Ich wünsche euch einen angenehmen Rest des Tages – auch wenn keiner sagen kann, mit welchem Unsinn uns Donald, der verkappte Friedensnobelpreisträger aus Amerika, morgen früh wieder beglückt.

In diesem Sinne: Passt auf euch auf, bleibt gesund, und danke für eure Aufmerksamkeit.

Hubert Krebs, vice-président.



Arsène vous a fait, comme à son habitude, avec la fougue d'un jeune homme un compte rendu complet sur les actions entreprises par le CDTFM dans les grands dossiers, il a rappelé la philosophie de notre organisme, ce pour quoi

nous nous engageons. Je reviens juste sur deux acquis du CDTFM, l'exonération de la CSG CRDS sur le salaire brut perçu par les frontaliers, j'y reviens parce que souvent dans nos permanences, des frontaliers pas encore membre viennent en disant, **« je n'ai pas encore eu besoin de vos services jusqu'à présent »** : un rapide calcul pour montrer ce que cette exonération représente, prenons un salaire brut annuel moyen de 30000€, au taux de 8% cela représente 2400€, sur 25 ans cela fait 60000€ pour une cotisation au cdtfm de 875€ sur cette période. Si je poursuis le calcul pour les 20000 frontaliers travaillant en Allemagne j'arrive à 1milliard 200millions d'euros. Argent qui en finalité est injecté dans l'économie locale.

Ce matin vous les retraités êtes à nouveau fidèles à notre RV annuel. Le fait d'être réintégré dans le régime local vous permet en plus du remboursement des

soins à hauteur de 90% au lieu de 70% pour les personnes au régime général, d'économiser sur votre complémentaire santé une cinquantaine d'euros par mois, soit 600 euros par année pour une cotisation de 20 €.

Ces acquis sont le fruit de l'opiniâtreté d'un président, de son comité et du soutien des membres, sans cet ensemble rien n'est possible.

Le CDTFM évolue constamment, l'année dernière je vous avais parlé des locaux, de deux bureaux nous sommes passés à 7. Les murs n'étant pas extensibles, nos sept bureaux se sont avérés insuffisants pour les permanences du vendredi, nous avons donc rajouté une permanence le mercredi toute la journée. Merci à la municipalité pour la rénovation de la salle de réunion, sans le soutien sans faille de la mairie nous n'aurions pas pu évoluer de la sorte.

A ces locaux se rajoutent bien sûr les locaux des permanences extérieures, Bouzonville, Ottonville, Creutzwald, Saint-Avold, Forbach, Puttelange Farébersviller, Rohrbach-les-Bitche et Bitche. Merci à tous les maires concernés.

Nous accueillons nos membres de préférence sur rdv, le rythme des RV est de 1 RV par demi-heure, ce qui fait quand même 4300 RV annuels auxquels, il faut ajouter une trentaine de RV par semaine pour le secrétariat composé de Bénédicte, Sabine, Nadine et Sophie. Soit 1400 à 1500 RV. Ces RV se répartissent en dossiers retraite ou pension de réversion pour un tiers puis 200 dossiers Kindergeld et Elterngeld suivent les demandes de remboursement impôts pour les intérimaires, les demandes de prestations compensatoires pour les divorcés, les formulaires accidents du travail.... Bref toute la panoplie de demandes qui rentrent dans notre champ de compétences. Notre domaine de compétence s'étend à tout ce qui a rapport à un organisme français ou allemand dans le domaine social ou fiscal ainsi que le droit du travail. Nous n'intervenons pas dans les litiges d'ordre privé.

Quand je parle d'une fréquence de RV toutes les 30 minutes, il faut savoir que tout ne se règle pas en 30 minutes surtout quand par exemple le RV a lieu chez Wolfgang qui dans ses 300 à 400 RV traite les litiges avec les employeurs, heures non payées, congés non payés, licenciements et j'en passe. Après les RV il faut rédiger les courriers, contacter les employeurs, accompagner les intéressés au Arbeitsgericht quand il y a un dépôt de plainte. Le RV n'est souvent que la partie immergée de l'iceberg.

Nous ne pouvons que conseiller aux frontaliers d'adhérer au syndicat sur le lieu de travail, nous ne remplaçons en aucun cas le syndicat, nous sommes complémentaires, nous ne négocions pas les salaires et nous n'assurons pas de protection juridique.

Les dossiers Kindergeld peuvent eux aussi se révéler complexes, familles recomposées, plusieurs pays compétents pour le versement des prestations, allocataires qui ne signalent pas toujours rapidement un changement de situations, bref une multitude de situations qu'il faut décortiquer, d'une demi-heure de RV on passe à quelques heures de traitement du dossier, avec un résultat au bout de quelquefois six mois. Patrick est notre spécialiste en ce domaine.

Nous répondons en moyenne à une vingtaine de mails adressés à la boîte frontaliers par jour, à ces mails se rajoutent ceux adressés directement aux délégués ou au personnel. Les appels téléphoniques se montent à 30 à 40 appels en une demi-journée lors des permanences téléphoniques. Ce nombre d'appel explose en période de déclaration d'impôts. D'où certainement la frustration de certains membres qui disent avoir du mal à nous joindre. Nous avons limité les créneaux téléphoniques afin que les secrétaires puissent travailler, souvent par rapport à chaque sollicitation il y a un courrier à faire ou un organisme à contacter.

Ce qui a pris énormément d'ampleur cette année, ce sont les RV fiscaux, on peut dire que nous sommes victimes de notre savoir-faire acquis grâce à l'expertise de Caroline. Plus de 2000 déclarations ou aides à la déclaration faites en 2025, un journal spécial impôts qui fait référence, avec en prime une édition en allemand, ainsi qu'une vidéo explicative, des permanences fiscales délocalisées de Bouzonville à Bitche.

Nous essayons toujours de soigner l'accueil lors des rendez-vous, il faut savoir écouter afin de poser les bonnes questions et renseigner le plus largement possible.

Merci aux délégués qui se remettent en question pour être au courant des changements de réglementation dans tous les domaines. Nos renseignements se doivent d'être fiables.

Nous avons envoyé à tous nos membres âgés entre 25 et 55 ans parlant français une invitation afin qu'ils soient informés en priorité des changements qui interviennent dans la législation qui nous concerne afin d'être des relais dans leur entreprise. Seuls deux membres se sont manifestés Loriane et Marie, merci à elles. Un grand merci aussi à notre personnel qui reçoit les personnes en RV avec le sourire, je vous avais dit l'année dernière que le meilleur indice de satisfaction était l'étagère ou s'empilent les boîtes de chocolat, cette étagère ne désemplit pas.


Pour l'année prochaine nous reconduirons les permanences fiscales externes et bien sûr à Sarreguemines, notre vocation n'est pas de faire des déclarations d'impôts, mais de montrer comment faire.

Nous souhaitons comme nous l'avons fait pour Michelin, Tadano, ou chez un

sous-traitant de Ford en soutien au syndicat et au comité d'entreprise, expliquer aux frontaliers les démarches à faire quand ils sont concernés par un plan de réduction du personnel. Quand vous avez travaillé 30 ans dans une entreprise, le fait de perdre son emploi est souvent traumatisant.

Nous savons compter sur le soutien de Salvatore à Hombourg, de Ralf à Völklingen et bien sûr de Markus que nous sollicitons afin d'établir le contact avec les responsables de IG Metall Sarrebruck, les réductions d'emplois annoncées chez ZF et leurs sous-traitants ne sont pas une bonne nouvelle, nombre de frontaliers seront concernés.

Je vous remercie pour votre écoute.



Rappel ! Cotisation 2026

A tous ceux qui n'ont pas encore réglé leur cotisation.

Ne concerne pas ceux qui sont en prélèvement automatique.

Tarif :
Cotisation actif/chômeur* : 35 €
Cotisation retraité : 20 €
Cotisation forfait couple : 55 €

*A noter que la cotisation est minorée à 20 € pour les personnes justifiant de revenus inférieurs à 1.000 € par mois (sur présentation de fiche de paye ou attestation France Travail).

POUR VOTRE COMPLÉMENTAIRE SANTÉ FAITES CONFIANCE AU N°1 EN ALSACE-MOSELLE

EXPERT DU RÉGIME LOCAL
& DES FRONTALIERS



DEPUIS PLUS DE

30

ans



Partenaire du
CDTF Moselle



La mutuelle d'ici, toujours là pour vous.

contact@muta-sante.fr www.muta-sante.fr 03 67 61 03 90

Mutuelle soumise aux dispositions du Livre II du Code de la Mutualité et immatriculée sous le N°394 152 474



MUTA SANTÉ



Je vous présente mes **MEILLEURS VOEUX** pour l'année 2026.

Contenu de ce numéro :

• Editorial

Incertitude

Le statut de frontalier :
une variable politique

• Liste des articles fiscaux dans nos journaux

• Fiscalité et Numérique avantages en matière fiscale

• France connect

• Nouveautés Fiscales

• Message personnel

Éditorial :

Quand la politique s'invite dans la poche du frontalier !

Chers membres, travailleurs et retraités frontaliers.

Le Comité de Défense des Travailleurs Frontaliers de la Moselle (CDTFM) est une organisation apolitique. Nos statuts sont clairs : nous nous concentrons sur la défense technique de vos droits.

Pourtant, en cette veille électorale tendue, il est impossible de faire l'autruche. La politique nationale dicte directement l'épaisseur de votre portefeuille, et nous devons aborder cette réalité CRUCIALE.

L'incertitude : Notre seul horizon pour la Loi de Finances 2026

Notre situation est empreinte d'imprévisibilités majeures. J'aimerais pouvoir vous livrer les nouveautés définitives de la Loi de Finances pour 2026, mais je suis dans l'incapacité de le faire. Le texte est une cible mouvante !



Le statut du frontalier: Une variable politique ?

Retenez bien ceci : notre statut de travailleur frontalier, avec ses spécificités fiscales franco-allemandes (notamment les règles concernant le télétravail et l'imposition dans l'État de résidence ou d'emploi), reste suspendu au bon vouloir et aux priorités de nos élus.

Que ce soit dans la gestion quotidienne des accords bilatéraux ou dans la défense active de vos droits face aux coupes budgétaires, nous sommes tributaires de l'action politique.

Il est de notre devoir de demander des comptes et de peser de tout notre poids pour garantir que notre situation unique ne soit pas sacrifiée sur l'autel des équilibres budgétaires.

Votre vigilance et votre mobilisation sont notre meilleure défense.

Caroline FUHRMANN

« L'avenir n'est jamais que du
présent à mettre en ordre »

Antoine de Saint-Exupéry





Les sujets traités dans la partie fiscale du frontalier depuis 2022.

Thème	Revue	Date de parution	Détails
Lecture de l'avis d'impôt	3/2022	septembre 2022	Savoir lire un avis d'imposition (différentes rubriques)
Calcul de la décote			Abattement général, spécial et personnes âgées
Prélèvements sociaux			Definitions des acronymes CASA - CSG - CRDS
Déménagement en France	1/2023	janvier 2023	Explication des démarches à faire pour être imposé en France
Document 5011			
Base d'imposition des impôts locaux	3/2023	septembre 2023	Comment est calculée la valeur locative
Crédit d'impôt lié au service à la personne	1/2024	janvier 2024	Quel montant bénéficie du crédit d'impôt et quelles aides faut-il déduire
Contestation de l'impôt			Comment faire! Quel impôt, délais et sous quelle forme réclamer
Nouveautés de la loi de finances 2024			
Nouveaux arrivants en France	3/2024	septembre 2024	Quelles démarches faut-il effectuer. Utilisation du formulaire 2043 frontaliers
Plafonnement des taxes foncières			Détails de l'article 1417 CGI
Contestation de l'impôt (suite)			
Suppression de la majoration sur les revenus professionnels			Fin de la majoration des 25%
Impact de l'impôt sur le budget de la famille	1/2025	janvier 2025	Notion de taux d'imposition et impact sur les revenus totaux
Avantages en nature			Evaluation d'un véhicule de fonction. Quelle sommes rajouter aux revenus salariaux
Reseaux Sociaux CDTFM			
Avance sur déductions et crédit d'impôt	3/2025	septembre 2025	Acompte de 60%.Versé le 15 janvier et calculé sur le crédit d'impôt de l'année N-1
Pourquoi y a-t-il une difference entre la retraite imposable et ce qui est viré sur mon compte?			
Mensualisation des contributions sociales			Calcul des sommes imposables
CSG-CASA-CRDS sur les retraites étrangères			Mise en place des acomptes mensuels
Sécurisation de l'accès à votre espace particulier			Explication sur la mise en place de la double sécurité pour établir la connexion.

Fiscalité et Numérique

L'Espace Particulier IMPOTS.GOUV.FR : Un Outil Indispensable

Malgré la généralisation des démarches en ligne, nous constatons lors de nos permanences que certains de nos membres restent encore réticents à la création de leur espace personnel sur le site **IMPOTS.GOUV.FR**

Bien que les raisons invoquées soient légitimes, il est crucial de souligner les avantages majeurs qu'offre cet outil, notamment en matière de gestion fiscale et administrative.

1. Avantages en Matière Fiscale (Gagner en Efficacité et Précision)

L'utilisation de votre espace personnel simplifie considérablement vos obligations déclaratives et le suivi de votre dossier :

- **Déclaration Simplifiée** : Saisie rapide de votre déclaration de revenus. Les données de source française sont **pré-remplies** et n'attendent que votre vérification.
- **Gestion des Revenus Complexes** : Ajout aisé de vos autres revenus (l'imprimé 2047, par exemple, s'affiche automatiquement). Possibilité de déclarer un nombre illimité de comptes bancaires détenus à l'étranger.
- **Sécurité des Déductions** : Réduction significative du risque d'oubli de déductions ou de crédits d'impôt.
- **Estimation Instantanée** : Connaissance **immédiate** du montant de l'impôt annuel dû. Cela permet un ajustement direct et en temps réel de vos acomptes pour l'année en cours.



- **Suivi Complet** : Accès à l'historique de vos 10 dernières années fiscales et possibilité d'apporter directement des modifications à votre situation (changement d'adresse, RIB, etc.).
- **Communication Privilégiée** : Échange direct et sécurisé avec l'agent des impôts en charge de votre dossier, avec une garantie de réponse sous **cinq jours ouvrés**.

France Connect : La Clé d'Accès Universelle

Votre identifiant fiscal et votre mot de passe vous ouvrent les portes de France Connect. Ce dispositif permet de vous connecter de manière sécurisée à une multitude d'autres sites administratifs essentiels, tels que :

- **L'Assurance Retraite (CARSAT)**
- **L'Assurance Maladie (Ameli)**
- **Les services de la CAF**
- ... et bien d'autres services publics.



**l'Assurance
Maladie**
Agir ensemble, protéger chacun

ameli.fr

France Connect est la méthode la plus simple pour garantir une **authentification unique et fiable** pour toutes vos démarches administratives.

Un Accompagnement Prochain

Afin de lever les dernières réticences, et pour les lecteurs les plus sceptiques, nous sommes heureux de vous annoncer l'organisation d'une **session de présentation dédiée** au site [IMPOTS.GOUV.FR](https://impots.gouv.fr)

- **Quand** : En Avril 2026
- **Objectif** : Vous fournir les méthodes et les astuces pour **naviguer aisément et en toute confiance dans votre espace personnel**.

Une communication détaillée (date, heure, lieu) sera diffusée ultérieurement dans la presse locale, sur notre site internet, ainsi que sur la page Facebook du CDTFM.



NOUVEAUTES FISCALES — Connues au 1^{er} décembre 2025

- Défiscalisation des pensions alimentaires pour le parent qui les perçoit
- Augmentation de l'abattement Coluche de 1 000 € à 2000 € avec crédit d'impôt
- Limitation du plafond des réductions d'impôt : pour les personnes imposables au plafond maximum de 10 000 €

Sous réserve de modifications pouvant encore intervenir.



MESSAGE PERSONNEL

En raison d'un grand nombre d'appels indésirables, je ne prends plus d'appels téléphoniques !
Je vous prie de bien vouloir m'en excuser.

Pour les membres souhaitant me contacter, je vous invite à laisser un message sur mon répondeur, et je vous rappellerai dès que possible.

Caroline FUHRMANN



Secours populaire Fédération de Moselle



Tous les jours, partout en France, les 90 000 animateurs collecteurs et bénévoles du Secours populaire se mobilisent et multiplient les initiatives de collecte pour faire vivre la solidarité et refuser la misère. En Europe et dans le monde les partenaires soutenus par l'association agissent. 4,1 millions de personnes ont été soutenues en 2023 en France et dans le monde.

L'association fait appel à tous les gens de coeur. Les personnes désirant soutenir les initiatives du Secours populaire peuvent devenir bénévoles ou adresser un don financier.



Mr HILPERT Jean-Luc

Président de la fédération de Moselle du Secours populaire



60%

des Français interrogés ont ou sont sur le point de connaître une situation de pauvreté.

Un don de 100 euros ne vous coûte que **25 €**

Un don de 500 euros ne vous coûte que **125 €**

REDUCTION D'IMPÔTS

Pour les entreprises, les versements au titre du mécénat ouvrent droit à une réduction d'impôt sur le revenu ou les sociétés égale à 60 % de leur montant, dans la limite de 20 000 € ou de 0,5 % du chiffre d'affaires HT de l'entreprise, si ce dernier est plus élevé. L'excédent de versement est reportable sur les cinq exercices suivants.

Par virement Banque postale
IBAN 20041 01015 0126484 T036 12

Par chèque à l'adresse de la fédération
12 rue aux Ossons 57000 METZ

Par CB sur le site du Secours populaire juste
ici



Effet multiplicateur : Avec 100 € de recettes financières, le SPF de Moselle a réalisé pour **321 €** d'actions de solidarité matérielle et financière en France et dans le monde en 2023.



JE FAIS UN DON DE : _____ €

ENTREPRISE : _____

NOM/PRENOM _____

ADRESSE : _____

CODE POSTAL _____

VILLE _____

E-MAIL _____

TELEPHONE : _____

APPEL À MANIFESTER !

À nos membres encore en activité en Allemagne !

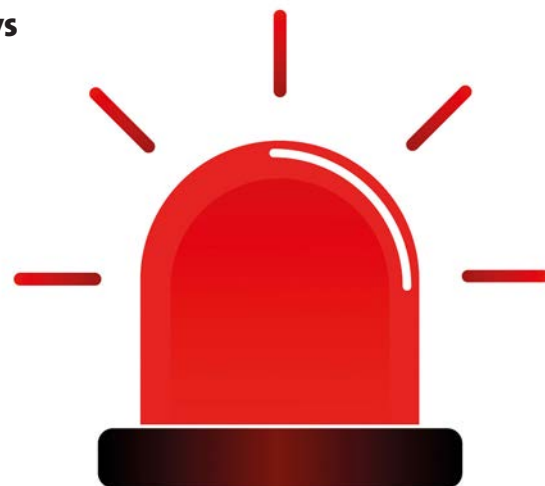
Une réforme du versement des allocations de chômage est envisagée. Elle prévoit qu'il appartient au dernier pays d'activité de verser les indemnités de chômage. Donc c'est l'Allemagne qui serait compétente.

Ce changement de système pénaliserait lourdement les travailleurs frontaliers occupés en Allemagne. Lire en détail les conséquences négatives qui en résulteraient, dans le rapport d'activité du président, voir pages 8-9.

Nous envisageons une manifestation prochainement à Sarreguemines pour protester et dénoncer fortement ce changement de système.

Pour l'organisation de celle-ci, nous devons savoir si vous êtes motivés pour descendre dans la rue et crier votre colère. Car nous ne devons pas nous blâmer. Il faut que nous soyons des milliers pour créer un rapport de force.

Si vous êtes décidé-e-s à manifester, faites-le nous savoir en nous renvoyant l'encadré ci-dessous par voie postale ou sur notre adresse courriel.



Nom: Prénom:

N° de membre:

Je participerai à la manifestation



LES SOLUTIONS MAISON
DU CRÉDIT MUTUEL

Un toit,
et toutes nos
solutions pour
le **protéger.**



Offre tout compris,
matériel inclus.

Crédit  Mutuel



Homiris est un service opéré par EPS – SAS au capital de 1 123 600 euros – Siège social : 30 rue du Doubs 67100 STRASBOURG – Correspondance abonnés : 36 rue de Messines – CS 70002 – 59891 LILLE CEDEX 9, RCS Strasbourg n° 338 780 513 – Code APE 80.20Z.

L'autorisation administrative délivrée par le Conseil National des Activités Privées de Sécurité sous le numéro AUT-067-2117-04-16-20180359358 ne confère aucune prérogative de puissance publique à l'entreprise ou aux personnes qui en bénéficient.

Caisse Fédérale de Crédit Mutuel et Caisses affiliées, société coopérative à forme de société anonyme au capital de 5 458 531 008 euros, 4 rue Frédéric-Guillaume Raiffeisen, 67913 Strasbourg Cedex 9, RCS Strasbourg B 588 505 354 – N° ORIAS : 07 003 758.